

OCDE360 SUISSE 2015



• Croissance verte



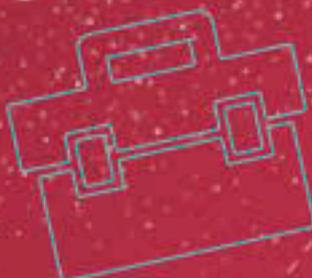
• Éducation



• Approche régionale



• Bien-être



• Emploi



• Développement

Quel classement pour la Suisse ?



• Économie

• Statistiques



• Agriculture

• Crise sociale



Découvrez les publications et les services de l'OCDE



www.oecd.org/bookshop



www.oecd-ilibrary.org/fr



www.youtube.com/OECDiLibrary



www.twitter.com/OECD_Pubs



www.facebook.com/OECDPublications

Table des matières

Quel classement pour la **Suisse** ?

04	Avant-propos du Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría	26	Bien-être en Suisse 
06	La Suisse et l'OCDE	29	Chaque région peut mieux faire si elle est bien gouvernée 
09	Profil statistique de la Suisse	33	Importance croissante de l'éducation et des compétences 
13	Économie Objectif croissance 	37	Évaluation des progrès vers une croissance verte 
17	Créer des emplois meilleurs et plus nombreux 	41	Perspectives agricoles Nourrir la planète 
21	De la crise financière à la crise sociale 	45	Productivité Le nouveau défi à relever 



OCDE360

Mode d'emploi

OCDE360 vous offre les dernières analyses et données issues des publications phares de l'OCDE. De nombreuses infographies illustrent les grandes questions d'actualité.

• **L'éducation, l'emploi, la croissance verte, les perspectives régionales, l'agriculture, la croissance économique, la crise financière et ses retombées sur la société et le développement** : 8 thèmes qui abordent de manière synthétique la situation de votre pays ainsi que celle de l'ensemble de la scène internationale.

Chaque texte est accompagné de deux pages d'infographies qui mettent en valeur les données OCDE provenant de trois graphiques issus de la publication d'origine, avec les liens Statlinks permettant de télécharger les données sources de chaque visualisation.



• **Zoom sur votre pays** : les pages « Profil statistique de votre pays » et l'index du vivre mieux, vous permettent de le situer par rapport à la moyenne de l'OCDE grâce à des indicateurs variés dans les domaines de l'économie, de l'emploi, du bien-être, des taxes et des performances environnementales.

• **Vous et l'OCDE** : Comme chacun des pays membres, votre gouvernement dispose d'une représentation permanente auprès de l'OCDE, composée d'un ambassadeur et de diplomates. Les pages rédigées avec leur aide présentent l'histoire, les réalisations et la coopération de votre pays avec l'OCDE.

Introduction

À propos de l'OCDE

La mission de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde. L'OCDE offre un cadre au sein duquel les gouvernements peuvent conjuguer leurs efforts pour chercher des solutions à des problèmes communs, partager leurs expériences et répertorier les bonnes pratiques en vue de promouvoir de meilleures politiques pour une vie meilleure. Depuis plus de 50 ans, l'OCDE a contribué à établir des normes mondiales ainsi que des conventions, accords et recommandations internationaux dans des domaines tels que la gouvernance et la lutte contre la corruption, la responsabilité des entreprises, le développement, l'investissement international, les taxes et l'environnement. La coopération, le dialogue, le consensus et l'examen par les pairs guident l'OCDE dans ses efforts à réaliser sa vision d'une économie et d'une société mondiales plus fortes, plus propres et plus équitables.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE. L'OCDE est en pourparlers d'adhésion avec la Colombie, la Fédération de Russie* et la Lettonie. Elle collabore également avec plus de 100 autres pays, y compris les partenaires clés que sont l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie.

www.oecd.org/fr/apropos/

* Les activités liées au processus d'adhésion de la Fédération de Russie à l'OCDE sont reportées pour le moment.

Sources clés de l'OCDE

Site web de l'OCDE :

www.oecd.org/
www.oecd.org/Suisse

Publications et données de l'OCDE :

www.oecd-ilibrary.org/fr et
data.oecd.org/fr/accueil/

L'Observateur de l'OCDE :

www.observeuroecd.org/

Blog de l'OCDE :

www.oecdinsights.org

Participer

Forum de l'OCDE :

www.oecd.org/fr/forum/

Réseau parlementaire mondial de l'OCDE :

www.oecd.org/parlementaires

Twitter : @OECD

#OECD360

Facebook :

www.facebook.com/theOECD

Pour commander un exemplaire imprimé, veuillez nous contacter à l'adresse

OECD.Bookshop@oecd.org

Les versions en ligne sont disponibles sur : www.oecd360.org

Les opinions exprimées et les arguments utilisés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'OCDE ou de ses pays membres. L'inclusion dans la publication de tout matériel provenant de sources externes ou de tous liens hypertextes vers des sites externes n'implique pas que l'OCDE reconnaisse ou est responsable des opinions, idées et informations qui y sont présentées. En cas de divergence entre le contenu d'origine de l'OCDE et la traduction, seul le texte du contenu d'origine sera considéré comme valide. Cette publication et toute carte qu'elle peut contenir sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

La reproduction d'annonces dans cette publication n'implique en aucune manière l'approbation par l'OCDE des produits ou services qui y sont visés. La mention de sociétés spécifiques ou de certains produits n'implique pas qu'ils sont recommandés en préférence à d'autres de nature similaire qui ne sont pas mentionnés. Toutes marques de commerce, logos, marques de service, marques collectives, droits de conception, droits de la personnalité ou droits similaires qui sont mentionnés, utilisés ou cités dans la brochure sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.

Avant-propos

La croissance durable et solidaire : faire les bons choix



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE
©OCDE

La crise n'est pas encore derrière nous. La croissance se redresse, mais trop lentement ; le chômage est en baisse, mais pas assez ; la montée des inégalités dans nos sociétés est un sujet de préoccupation ; et la confiance dans les gouvernements et les institutions démocratiques s'érode rapidement. Les gouvernements doivent d'urgence créer un dosage des politiques permettant de progresser dans tous ces domaines, afin d'assurer que nous restions sur la bonne voie vers une croissance durable et solidaire.

L'OCDE occupe une position unique pour aider les gouvernements à réaliser cette quadrature du cercle, dès lors que, depuis plus d'un demi-siècle, elle fournit des données et des analyses couvrant tous les domaines que les gouvernements doivent traiter - de l'agriculture au chômage - ainsi que des recommandations sur l'éducation, la santé, l'environnement, la finance ou la gouvernance.

La politique n'est pas une fin en soi - le but de meilleures politiques est d'offrir une vie meilleure à nos citoyens. L'OCDE peut non seulement montrer aux gouvernements les résultats des différents secteurs dans leurs propres pays, mais également les performances des autres pays, et ensemble, nous pouvons utiliser cette information pour déterminer les bonnes pratiques qui peuvent nous aider à façonner de meilleures politiques.

OCDE360 réunit une sélection des dernières conclusions de l'OCDE sur des questions clés telles que l'emploi, le chômage, la croissance et l'éducation, ainsi qu'une vue d'ensemble du

bien-être économique et individuel dans les pays. Il fournit des données nationales et les met en perspective, par rapport au contexte général de l'OCDE. En outre, *OCDE360* nous permet aussi de voir comment les différents domaines se rapportent les uns aux autres - par exemple, il montre comment le système éducatif d'un pays fonctionne par rapport à ses pairs, mais aussi comment l'éducation est essentielle dans les chances de trouver un bon emploi à une époque où le chômage des jeunes est élevé.

Ce magazine propose la dernière analyse de l'OCDE sur la voie à suivre à travers un éventail de domaines clés, fournissant des recommandations de pointe de l'Organisation sur la façon de s'attaquer à certains des défis les plus urgents auxquels nos sociétés ont à faire face : comment cibler le soutien social sur

ceux qui en ont vraiment besoin et s'assurer que les restrictions des dépenses publiques ne compromettent pas la couverture et la qualité des services clés tels que la santé et l'éducation ? Comment créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, et favoriser les compétences que le marché du travail réclamera dans un avenir proche ? Comment encourager un modèle de croissance qui crée des opportunités pour tous et ne laisse personne sur le bord du chemin ? Comment évoluer vers une économie verte à faibles émissions de carbone, qui améliore notre niveau de vie sans le faire au détriment des générations futures ?

« L'OCDE est fière de travailler avec et pour la Suisse. Ensemble, nous pouvons proposer de meilleures politiques pour une vie meilleure, ici et dans le monde. »

Ces questions sont importantes pour tous les gouvernements. L'OCDE collabore avec ses pays membres et partenaires pour trouver des solutions à ces défis, puisant dans les possibilités sans précédent offertes par un monde toujours plus interconnecté.

J'espère sincèrement que l'instantané à 360 degrés offert par cette nouvelle publication sur l'économie et la société en Suisse, en réunissant de nombreux volets différents de notre travail sur votre pays, contribuera à faire progresser notre compréhension collective sur la façon de favoriser le bien-être. L'OCDE est fière de travailler avec et pour la Suisse. Ensemble, nous pouvons proposer de meilleures politiques pour une vie meilleure, ici et dans le monde.



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE



Ulrich
Lehner
Ambassadeur

©OCDE/Michael Dean

La Suisse est membre fondatrice de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de son prédécesseur, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), créée dans les années de l'après-guerre pour mettre en œuvre le plan Marshall qui visait à reconstruire les économies de l'Europe détruites par le conflit mondial. Depuis ses fondements, les missions de l'OCDE ont beaucoup évolué, reflétant les grands changements économiques, sociaux et politiques des cinquante dernières années. Si elles se sont élargies – l'OCDE cherche aujourd'hui à promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde – l'OCDE est restée fidèle à sa tâche première d'analyse scientifique et de conseil de ses pays membres. La composition de ses membres a également beaucoup évolué. De 20 pays fondateurs de l'OCDE en 1961, l'Organisation s'est élargie et compte aujourd'hui 34 pays membres. Sensible à l'évolution des rapports de force économiques mondiaux, l'OCDE a par ailleurs renforcé ses relations avec cinq économies émergentes : l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie.

La délégation suisse près l'OCDE : un pont entre la Suisse et l'OCDE

La Suisse dispose, comme tous les pays membres de l'Organisation, d'une délégation basée à Paris. Celle-ci représente les intérêts de la Suisse près l'OCDE. Dirigée par l'Ambassadeur Ulrich Lehner, la délégation suisse près l'OCDE est composée de collaboratrices et collaborateurs du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), du Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SFI) et de la Banque nationale suisse (BNS). L'Ambassadeur représente la Suisse au sein du Conseil de l'OCDE – l'instance décisionnelle suprême de l'Organisation – qui réunit mensuellement les représentants permanents des 34 pays membres ainsi que le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría. La délégation suit, aux côtés des délégués suisses venant des différents offices fédéraux, les travaux des principaux comités et groupes de travail de l'OCDE. À titre d'exemple, des collaboratrices et collaborateurs du SECO et de la BNS participent aux discussions du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement tandis que des experts de l'Office fédéral de l'environnement participent aux réunions du Comité des politiques d'environnement. La délégation suit également les travaux du Centre de développement de l'OCDE, de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), de l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) et du Forum international des transports (FIT). Ce sont plus de 500 délégués suisses qui viennent ainsi chaque année à Paris pour participer aux réunions des quelque 250

comités et groupes de travail de l'OCDE. La délégation sert de lien entre l'OCDE et les délégués suisses, en leur fournissant notamment un appui logistique.



Swiss OECD Info est disponible sur le site web de la délégation www.eda.admin.ch/paris_ocde

Une fois par an, le Conseil se réunit au niveau des ministres, la présidence étant assurée chaque année par un des membres. Lors de ces réunions ministérielles, la Suisse est représentée par le chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann, et par la directrice du SECO, la secrétaire d'État Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch.

La délégation travaille également à faire connaître l'OCDE en Suisse. À cet effet, elle produit cinq fois par année une newsletter qui offre un aperçu des analyses et études récentes de l'OCDE présentant un intérêt particulier pour la Suisse.

L'OCDE et la Suisse



Examen par les pairs de la coopération au développement de la Suisse

Plateforme de dialogue et d'échanges, l'OCDE permet à la Suisse de partager son expérience dans divers domaines et d'apprendre de celles d'autres pays faisant face aux mêmes défis en matière de politique publique, qu'il s'agisse, par exemple, de la mise en place d'un système de santé performant ou de politiques environnementales efficaces. Au cœur des travaux des comités de l'OCDE repose le mécanisme de pression par les pairs, incarné

par les nombreux examens par les pairs auxquels sont périodiquement soumis les pays membres dans des domaines spécifiques. Les politiques économiques de la Suisse ont ainsi été examinées en 2013 par le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (EDRC), tout comme sa politique d'aide au développement, scrutée par le Comité d'aide au développement (CAD) en 2013 également.

Combinées à cette pression positive, les études et analyses de l'OCDE, axées sur un travail statistique rigoureux, permettent à la Suisse et aux pays membres et partenaires de l'Organisation de se comparer entre eux et d'échanger les meilleures pratiques. Une fois identifiées, ces dernières peuvent faire l'objet de recommandations ou de déclarations de l'OCDE. C'est par exemple le cas des *Principes directeurs à l'intention*



Étude économique de la Suisse 2013

des entreprises multinationales qui offrent un cadre en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE). S'ils ne sont pas juridiquement contraignants, la Suisse s'est engagée – comme les autres pays membres – à mettre en place un point de contact national auprès duquel toute violation desdits principes peut être signalée. Les principes directeurs font partie intégrante de la Déclaration

sur l'investissement international et les entreprises multinationales et sont supervisés par le Comité de l'investissement de l'OCDE.

Membre ni de l'Union européenne, ni du G20, la Suisse accorde une grande importance à l'OCDE. Elle fait partie des pays qui attendent de l'OCDE qu'elle soit la porte-parole d'une économie libérale et qu'elle défende les fondamentaux de l'économie de marché afin de permettre une croissance économique durable sur la longue période. Depuis la crise financière, le rôle de promoteur de standards de l'OCDE a gagné en importance, notamment dans le domaine fiscal. La Suisse participe activement à la définition des nouveaux standards internationaux dans la mesure où ces règles s'appliquent non seulement aux membres de l'OCDE mais aussi aux principaux concurrents non membres, de telle manière que chacun puisse avoir des conditions égales de concurrence. Cette notion de lutte à armes égales se retrouve dans d'autres dossiers traités par l'OCDE, par exemple en ce qui concerne la lutte contre la corruption des agents publics étrangers ou la définition de plafonds pour les instruments de garantie et de promotion des exportations. Un autre bienfait de ces standards est qu'ils permettent

d'appréciables économies pour les pouvoirs publics en favorisant l'acceptation mutuelle des normes, notamment dans le domaine des produits chimiques.

Soulignons encore que les travaux de l'OCDE vont nettement au-delà des simples questions économiques et touchent un spectre extrêmement large, allant de la démographie – avec le vieillissement de la population – aux migrations, à la répartition des revenus et à la politique sociale, et à l'équilibre entre les genres, tous thèmes appelés à susciter des interrogations, également au sein d'une société qui enregistre un niveau élevé de bien-être et de satisfaction comme le montre l'indicateur du vivre mieux construit par l'OCDE. Le seul domaine dans lequel la Suisse enregistre de mauvais résultats est celui de l'engagement civique : l'indicateur choisi est celui du taux d'abstention aux votations ! Cet indicateur ne tient bien sûr pas compte de la fréquence des scrutins et votations, ce qui montre bien que toute méthode statistique a ses limites, les Suisses étant certainement parmi ceux qui votent le plus fréquemment.

La Suisse bénéficie également du vaste réseau de relations internationales de l'OCDE tissé avec de nombreux pays non membres et organisations internationales. En contribuant activement aux travaux du G20 dans de nombreux domaines, l'OCDE permet par exemple à la Suisse de suivre et de participer à l'agenda global de cette enceinte décisionnelle majeure. La Suisse poursuit ainsi activement son engagement au sein de l'OCDE afin que celle-ci continue d'enrichir les débats et d'essayer les meilleures pratiques pour aider ses membres et ses partenaires à relever les défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels ils sont confrontés.

Profil statistique de la Suisse

> GRAND ANGLE

- Source des données : <http://data.oecd.org/switzerland.htm>
- *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014 : Économie, environnement et société*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2014-fr>
- *Panorama des administrations publiques 2013*
DOI: http://dx.doi.org/10.1787/gov_glance-2013-fr
- *Panorama de la société 2014 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*
DOI: http://dx.doi.org/10.1787/soc_glance-2014-fr
- Toutes les statistiques de l'OCDE : <http://www.oecd-ilibrary.org/fr/statistiquesstatistics>

Vie et travail

Population de la Suisse par rapport à la population totale de l'OCDE - 2012



En Suisse

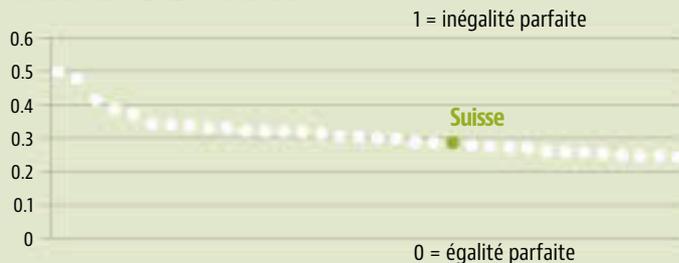
♂ 3.9 millions d'hommes

♀ 4.1 millions de femmes



Inégalités des revenus

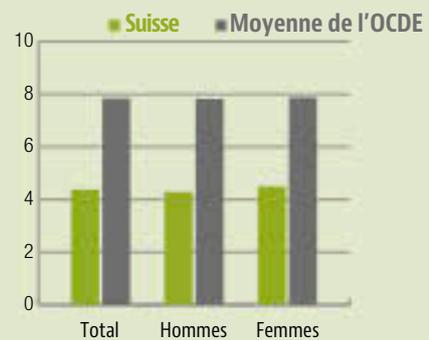
Indice de Gini - 2012 ou antérieur



L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur d'inégalités de revenus qui mesure la distribution des revenus des ménages par rapport à une répartition parfaitement égale. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite et il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible. Ces valeurs correspondent à l'indice Gini pour les pays de l'OCDE.

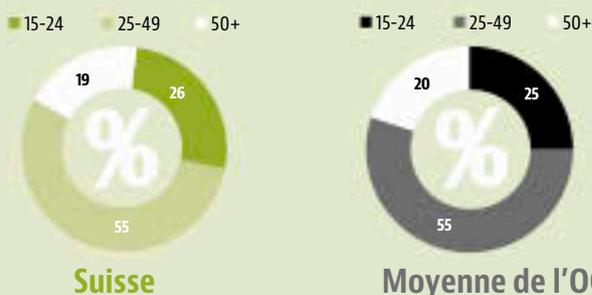
Taux de chômage

% de la population active - 2013



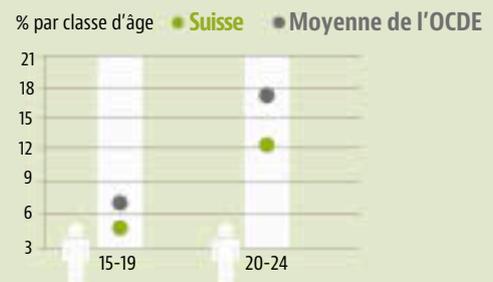
Chômage par classe d'âge

% total de chômeurs pour chaque classe d'âge - 2013



Génération perdue ?

Jeunes déscolarisés sans emploi (NEET) - 2012



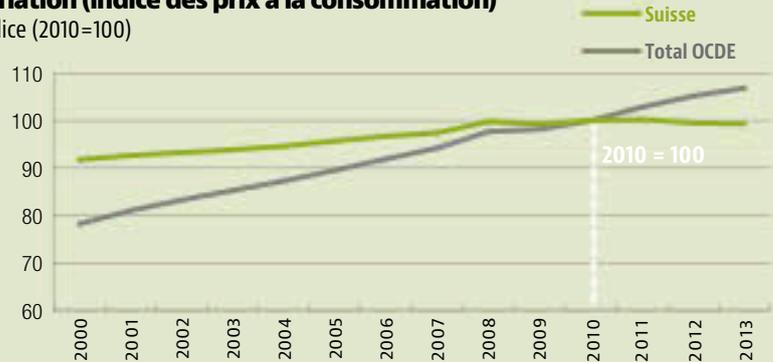
Profil statistique de la Suisse

Comment va l'économie ?

La Suisse dans l'économie de l'OCDE
% par rapport au Produit Intérieur Brut (PIB) de l'OCDE - 2013



Inflation (indice des prix à la consommation)
indice (2010=100)



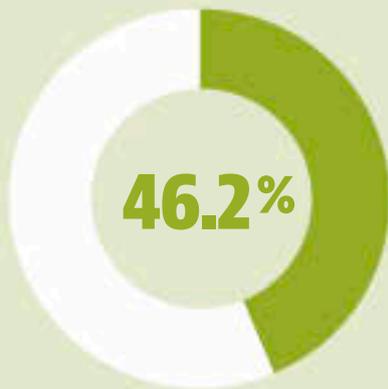
Produit Intérieur Brut (PIB)
Dollars US/capita - 2013



Produit Intérieur Brut (PIB)
En milliards de dollars US



Épargne et dépenses

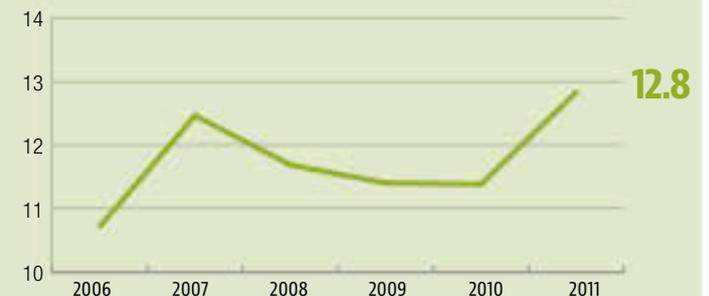


■ Dette publique générale
% du Produit Intérieur Brut (PIB) - 2011

Dettes des ménages
% du revenu disponible des ménages



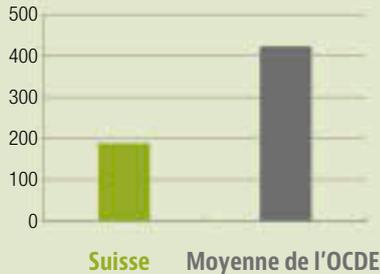
Épargne des ménages
% du revenu disponible des ménages



À propos des impôts

Recette fiscale totale

En milliards de dollars US (prix courants) - 2011



Recette fiscale totale - 1988-2011

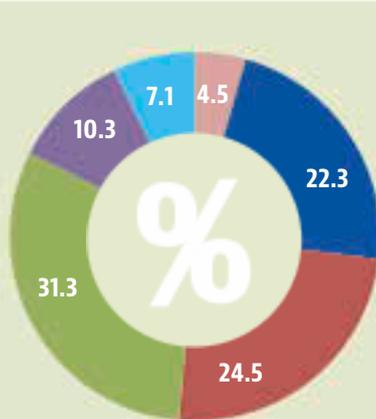
En milliards de dollars US (prix courants)



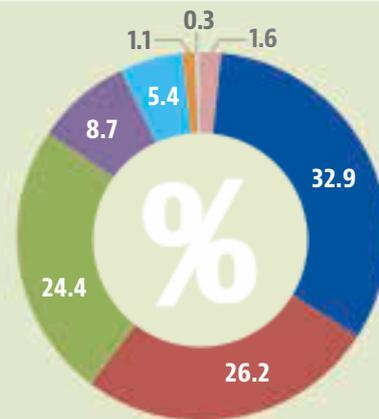
Recette fiscale par secteur

% du total des impôts - 2011

- Impôt sur les biens et services
- Cotisations de sécurité sociale
- Impôt sur les revenus et bénéfices
- Impôt sur les sociétés
- Impôt sur le patrimoine
- Impôt sur les salaires
- Impôt sur les revenus du capital
- Autres impôts



Suisse



Moyenne de l'OCDE

Le total indiqué peut être différent de 100% en raison des arrondis appliqués.

Un mot sur l'environnement

Pollution de l'air

Émissions de CO₂
Tonnes de CO₂/capita



Déchets municipaux

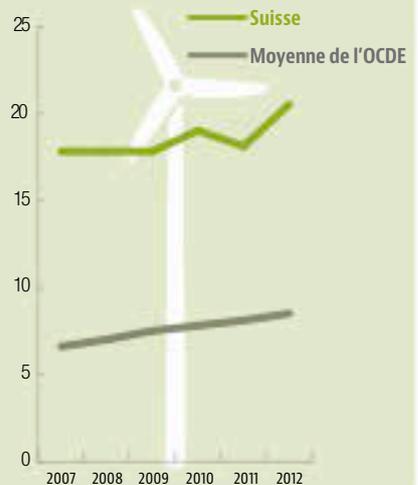
Kg/capita - 2012

Moyenne de l'OCDE 530 Suisse 700



Énergies renouvelables

% de l'énergie totale produite



Innover pour sécuriser le commerce mondial



Symbole du partenariat entre SICPA et l'EPFL au Rolex Learning Center

Comme beaucoup d'entreprises suisses florissantes d'aujourd'hui, SICPA combine le meilleur des valeurs suisses avec une forte présence mondiale. Fondée en 1927 à Lausanne, SICPA a rapidement évolué d'entreprise locale à une société internationale, et dispose désormais de bureaux et d'usines sur les cinq continents, fournissant des services et des solutions dans plus de 180 pays. Entretien des valeurs traditionnelles de fiabilité, de qualité et de discrétion, SICPA a toujours prisé l'innovation et la R&D, permettant à l'entreprise de rester à la pointe de son secteur.

SICPA est le premier fournisseur mondial de solutions et services sécurisés d'identification, de traçabilité et d'authentification. L'entreprise croit fermement aux partenariats et attache beaucoup d'importance à son rôle de conseiller de confiance auprès de gouvernements, banques centrales, imprimeurs de haute sécurité et de l'industrie. Au cœur de l'expertise de SICPA se trouvent les encres de sécurité de haute technologie, qui protègent la majorité des billets de banque du monde entier contre la contrefaçon et la fraude, et qui sont également mises en œuvre pour des documents de valeur tels que les passeports. Des solutions à base d'encres SICPA ont été développées pour répondre aux besoins d'authentification de l'ensemble des parties prenantes, et incluent des caractéristiques visibles, accessibles au grand public, ainsi que des caractéristiques semi-visibles et invisibles pour les contrôleurs et inspecteurs, ainsi que certaines propriétés exclusivement réservées aux autorités émettrices et aux enquêteurs judiciaires.

Collecter plus de recettes fiscales

Au cours des quinze dernières années, SICPA a élargi la gamme de ses solutions pour intégrer des technologies numériques sophistiquées, développant une technologie de "suivi et de traçabilité" sécurisée, pouvant jouer un rôle vital dans la garantie de l'intégrité

de produits et de la chaîne d'approvisionnement, en particulier de biens "à risque". SICPA soutient un grand nombre de gouvernements du monde entier dans leurs efforts de lutte contre le commerce illicite et d'amélioration de la collecte des taxes d'accise, à travers la plateforme modulaire Sicpatrace®. La solution Sicpatrace® peut être mise en œuvre progressivement et être adaptée pour répondre à des problèmes spécifiques intraterritoriaux liés à la fraude et aux chaînes d'approvisionnement complexes, y compris la sous-déclaration à la production, le détournement et l'infiltration de marchandises illicites de contrebande ou contrefaites dans la chaîne légale de distribution. Combiné de manière globale aux législations et applications sensibles, l'impact de Sicpatrace® a été impressionnant, permettant d'une part aux finances publiques de bénéficier d'un coup de pouce bien nécessaire en ces temps de budgets serrés, et d'autre part de renforcer les politiques gouvernementales visant à protéger les citoyens et d'atteindre les objectifs de santé publique.

Protéger le patrimoine de l'entreprise

SICPA a également développé des solutions spécifiquement adaptées pour répondre aux intérêts de l'industrie - soutenir les entreprises pour leur permettre de se conformer aux réglementations gouvernementales, mais surtout apporter une réelle valeur ajoutée à leurs résultats nets en les protégeant, ainsi que leurs clients, contre les menaces criminelles de contrefaçon et de frelatage en constante évolution. Il faut des années pour asseoir une bonne réputation, mais elle peut être perdue du jour au lendemain !

Les entreprises et les gouvernements doivent adopter une approche volontariste

La menace des organisations criminelles est asymétrique et, ignorant les frontières ou les règles et les valeurs, s'adapte et exploite les nouvelles technologies à une vitesse effrayante. Tant les gouvernements que les entreprises privées doivent veiller à adopter une approche volontariste, basée sur une compréhension bien informée de ce qui est en jeu. SICPA est prêt à fournir des conseils pratiques sur la base d'une expérience approfondie du monde réel et, grâce au programme de recherche et de développement continu de l'entreprise, à offrir des solutions pérennes efficaces et flexibles.

Sponsorisé par



SICPA

World Headquarters
Av. de Florissant 41
1008 Prilly
Suisse

info@sicpa.com
www.sicpa.com

LA SOURCE



Les textes et graphiques sont adaptés de l'OCDE (2015), *Economic Policy Reforms 2015: Going for Growth*, Éditions OCDE
 DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/growth-2015-en>



Objectif croissance

Les conséquences de la crise économique et financière se font toujours sentir – l'économie mondiale reste faible et la détresse sociale s'est accentuée, les jeunes étant les plus durement touchés par les pertes de revenus et les plus exposés au risque de pauvreté. Les pouvoirs publics restent quant à eux confrontés à des enjeux à plus long terme, tels que le vieillissement démographique et les changements climatiques. La question est dès lors de savoir dans quelle mesure ils peuvent restructurer et réformer leurs politiques afin de stimuler la croissance sans creuser les inégalités ni aggraver la dégradation de l'environnement.

La crise financière et la poursuite de la reprise modérée se sont traduites par un affaiblissement du potentiel de croissance dans la plupart des pays avancés, tandis que de nombreuses économies de marché émergentes connaissent un ralentissement. À court terme, les difficultés à résoudre résident dans la persistance d'un chômage élevé, l'atonie de la productivité, l'ampleur du déficit budgétaire et de la dette du secteur public, ainsi que dans les éléments de fragilité qui subsistent dans le secteur financier. La crise a également aggravé la détresse sociale. Les ménages à faible revenu ont été durement frappés, tandis que les jeunes sont les plus durement touchés par les pertes de revenus et les plus exposés au risque de pauvreté. Les enjeux à plus long terme concernent le vieillissement démographique, l'incidence du progrès technique favorable au travail qualifié sur les inégalités de revenus et l'impact de la dégradation de l'environnement sur la santé et la croissance future. Tant les pays avancés que les économies de marché émergentes doivent dès lors mener des politiques structurelles solides en vue de relever nombre des enjeux auxquels ils sont confrontés à court et moyen termes.

Objectif croissance fournit une évaluation globale afin d'aider les pouvoirs publics à réfléchir à la façon dont les réformes structurelles pourraient affecter le bien-être de leurs citoyens et à concevoir les trains de mesures qui répondront le mieux à leurs objectifs. Ce rapport dresse la liste des priorités de réformes destinées à augmenter les revenus réels et à renforcer l'emploi dans les pays avancés et les principales économies de marché émergentes. Globalement, ces priorités couvrent les réglementations des marchés de produits et du travail, l'enseignement et la formation, les systèmes de prélèvements et de prestations, les règles relatives aux échanges et à l'investissement, ainsi que les politiques d'innovation. *Objectif croissance* a permis au Groupe

des Vingt (G20) d'élaborer des stratégies de croissance en vue d'augmenter de 2 % leur produit intérieur brut (PIB) combiné, l'un des principaux objectifs de l'action publique définis par le G20 en 2014 afin de parvenir à une croissance durable et équilibrée.

Dans *Objectif croissance*, nous mettons l'accent en premier lieu sur l'amélioration du niveau de vie matériel à moyen terme. Nous mettons également en lumière les arbitrages à opérer et les complémentarités à exploiter en synergie avec d'autres objectifs de bien-être, tels que la réduction des inégalités de revenus et l'atténuation des pressions sur l'environnement. Plus spécifiquement, nous examinons les éléments qui tendent à prouver l'effet des réformes structurelles propices à la croissance sur la dispersion des salaires et les inégalités de revenus des ménages et nous déterminons si les actions spécifiques ayant induit une croissance du PIB au cours des dernières décennies peuvent avoir également contribué à creuser les inégalités. Dans ce rapport, nous analysons également les pressions environnementales liées à la croissance économique. À cet égard, nous étudions le rôle des réformes structurelles et des politiques environnementales et nous présentons des éléments de preuve de l'importance de concevoir des politiques environnementales appropriées ainsi que de leur impact sur la croissance de la productivité. Enfin, dans ce numéro d'*Objectif croissance*, nous consacrons un chapitre aux grandes tendances des réformes structurelles depuis le début des années 2000.

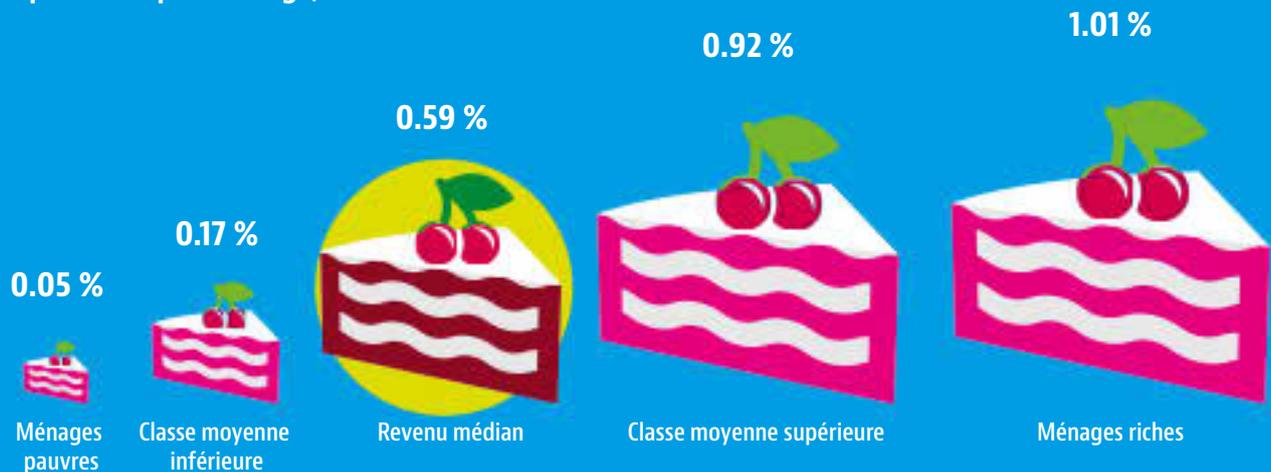
Progrès en matière de réformes structurelles depuis 2013

Le rythme des réformes structurelles s'est ralenti dans la majorité des pays avancés de l'OCDE au cours des deux dernières années, après une période d'accélération significative à la suite de la crise,

Statistiques

La croissance a été distribuée de façon inégale

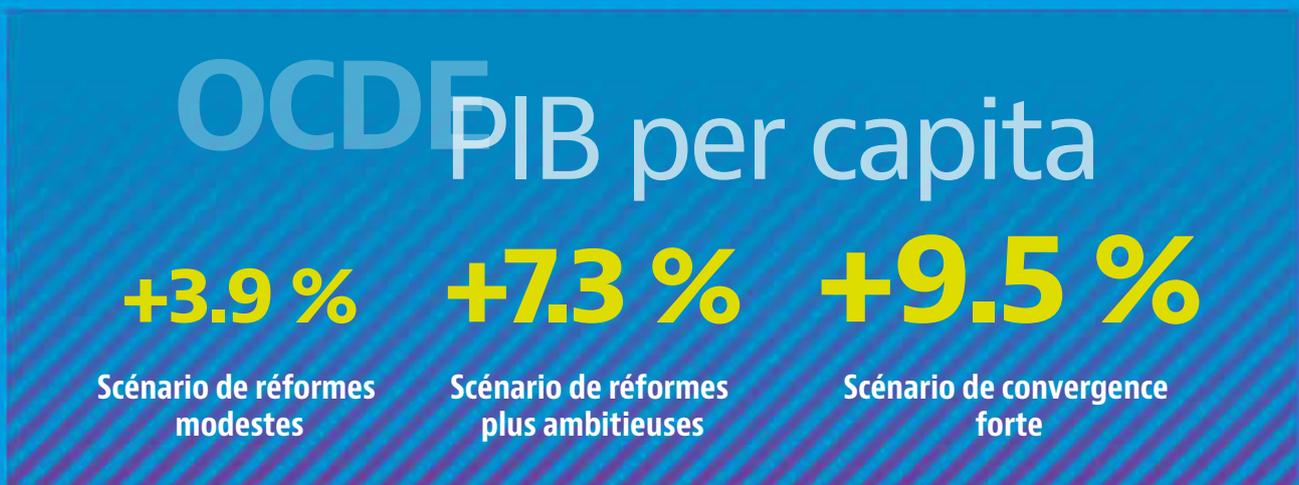
Croissance annuelle moyenne du revenu disponible des ménages dans les pays de l'OCDE, exprimée en pourcentage, entre 1995 et 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933177441>

Une convergence vers les meilleures pratiques en matière de politiques offre un gain potentiel considérable

Gains potentiels moyens des pays de l'OCDE en PIB per capita générés par des réformes plus marquées



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933177586>

Ralentissement des réformes dans les pays de l'OCDE, mais pas ailleurs

La réceptivité aux recommandations de réforme comme facteur de stimulation de la croissance



OCDE



BRIICS

Objectif croissance

imputable en partie aux pressions des marchés liées à la crise de la dette dans la zone euro. L'intensité des réformes reste soutenue, sauf en Grèce, en Irlande, au Portugal et en Espagne où elle s'est affaiblie. Si elle s'est renforcée au Japon, elle reste en revanche relativement faible dans la plupart des pays nordiques et des pays principaux de la zone euro. Les pays de l'OCDE ont donné la priorité à l'enseignement et aux politiques actives du marché du travail, compte tenu de l'importance du capital intellectuel et de la main-d'œuvre qualifiée complémentaire en tant que sources de croissance, ainsi que de la persistance du chômage dans un contexte de faible reprise. Le rythme des réformes s'est accéléré dans les principales économies de marché émergentes, signe de la prise de conscience des goulets d'étranglement et des obstacles à la croissance ainsi que de la nécessité de réduire la vulnérabilité aux fluctuations des prix des matières premières et des flux de capitaux.

Nouvelles réformes prioritaires

La productivité de la main-d'œuvre reste le principal moteur de la croissance à long terme. La priorité doit être accordée aux réformes visant à développer les compétences et à renforcer le capital intellectuel. L'amélioration de la qualité et de l'intégration des systèmes d'enseignement sera au cœur de cette priorité. La redistribution des ressources dans un contexte d'ajustement est indispensable pour parvenir à une croissance plus soutenue. Les pouvoirs publics doivent améliorer les politiques publiques en matière de concurrence et d'innovation afin de faciliter l'entrée de nouvelles entreprises et une meilleure redistribution du capital et de la main-d'œuvre vers les entreprises et les secteurs les plus productifs. Les pays du sud de la zone euro doivent procéder à des réformes des marchés de produits, notamment dans les secteurs de services, afin de tirer tout le bénéfice des réformes du marché du travail introduites ces dernières années. La croissance peut être rendue plus inclusive en levant les obstacles à l'augmentation du taux d'emploi et du taux d'activité des groupes sous-représentés, tels que les femmes, les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et les seniors. Favoriser une redistribution plus rapide vers les nouveaux emplois et veiller à ce que les travailleurs puissent améliorer leurs compétences contribuerait à stimuler l'emploi et à promouvoir l'inclusion.

Réformes structurelles propices à la croissance et distribution des revenus

Certaines politiques propices à la croissance qui relèvent le PIB du fait de l'accroissement de la productivité peuvent contribuer à des inégalités induites par le progrès technologique. Ainsi, les réformes qui stimulent l'innovation peuvent élargir la distribution des salaires parmi les salariés. D'autres politiques qui encouragent l'activité et la création d'emplois peuvent également accroître la dispersion des salaires. Toutefois, étant donné qu'elles contribuent à faire progresser l'emploi – notamment parmi les travailleurs peu qualifiés – ces réformes n'ont aucune incidence sur la dispersion des revenus disponibles des ménages. Étant donné que de nombreux pays doivent lutter contre les inégalités et les difficultés économiques croissantes, les pouvoirs publics doivent accorder la priorité aux trains de mesures propices à la croissance qui aident à

promouvoir l'équité et l'inclusion. Il est particulièrement important d'améliorer les possibilités de revenus des travailleurs peu qualifiés et de faciliter l'entrée des femmes sur le marché du travail.

Réformes structurelles propices à la croissance, environnement et politiques environnementales

La croissance économique implique généralement des pressions plus élevées sur l'environnement. La relation entre croissance et environnement est influencée tant par les politiques environnementales que par le cadre structurel dans lequel elles sont mises en œuvre.

Certaines réformes propices à la croissance, telles que la hausse des écotaxes, l'introduction d'une tarification routière ou la suppression des subventions dommageables pour l'environnement, peuvent être bénéfiques à l'environnement. D'autres améliorent l'efficacité des politiques environnementales, à l'instar de l'amélioration de l'État de droit ou des politiques de concurrence. Les politiques environnementales qui sont flexibles et neutres par rapport aux choix technologiques et qui réduisent au minimum les obstacles à la concurrence peuvent protéger efficacement l'environnement sans occasionner un préjudice important à la productivité de l'économie.

Tendances en matière de réformes depuis 2005

Depuis la publication du premier numéro d'*Objectif croissance* en 2005, le rythme des réformes structurelles est resté en moyenne pratiquement constant dans les pays de l'OCDE, à l'exception d'une accélération sensible à la suite de la crise. L'intensité des réformes s'est traduite par une amélioration significative dans certains domaines, tels que la réglementation des marchés de produits, l'élaboration des systèmes de retraite et la conception des programmes de garantie de revenu pour les chômeurs. Globalement, les réformes structurelles mises en œuvre depuis le début des années 2000 ont permis d'accroître le niveau du PIB potentiel par habitant de près de 5 % en moyenne dans les pays de l'OCDE, la plupart des gains provenant d'une productivité plus élevée. La poursuite des réformes en vue d'appliquer les meilleures pratiques actuelles pourrait relever le niveau à long terme du PIB par habitant de 10 % au maximum en moyenne dans les pays de l'OCDE, soit un gain moyen de quelque 3 000 dollars américains par personne.

GRAND ANGLE

• *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014 : Économie, environnement et société*

DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2014-fr>

• *Études économiques de l'OCDE*

DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/16843428>

• *Perspectives économiques de l'OCDE*

DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/16843436>

LA SOURCE



Les textes et graphiques sont adaptés de l'OCDE (2014), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014*, Éditions OCDE
DOI: http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2014-fr



Créer des emplois meilleurs et plus nombreux

Le chômage reste bien supérieur au niveau observé avant la crise dans de nombreux pays de l'OCDE, en dépit d'une reprise de la croissance de l'emploi. Le chômage élevé a entraîné une montée du chômage structurel dans certains pays, qui ne s'inversera peut-être pas avec la reprise de la croissance économique. De plus, un grand nombre de travailleurs ayant conservé leur emploi ont vu leurs revenus réels progresser moins rapidement, voire diminuer sous l'effet de la crise. L'action publique doit soutenir la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, notamment pour les jeunes, les chômeurs de longue durée et les travailleurs occupant des emplois temporaires.

Le marché du travail n'est pas encore complètement rétabli dans la zone OCDE

Le chômage reste bien supérieur au niveau observé avant la crise dans de nombreux pays de l'OCDE, en dépit d'une reprise de la croissance de l'emploi. Des contractions modérées du chômage sont prévues jusqu'à la fin de l'année 2014 et en 2015. La persistance d'un chômage élevé a entraîné une montée du chômage structurel dans certains pays, qui ne s'inversera peut-être pas automatiquement avec la reprise de la croissance économique étant donné qu'elle s'est traduite par une perte de capital humain et par une diminution de la motivation à trouver un emploi, particulièrement chez les chômeurs de longue durée. Dans l'ensemble de la zone OCDE, 16,3 millions de personnes – soit plus d'un chômeur sur trois – étaient sans emploi depuis 12 mois ou plus au premier trimestre 2014, soit près de deux fois plus qu'en 2007. C'est pourquoi les pays dans lesquels la reprise a été moins soutenue doivent continuer de donner la priorité aux mesures visant à soutenir la demande, tout en redoublant d'efforts pour lutter contre le chômage structurel. Il convient de mettre l'accent sur les programmes d'emploi et de formation ciblés sur les chômeurs de longue durée, qui ont souvent du mal à trouver un emploi et sont plus susceptibles de quitter le marché du travail.

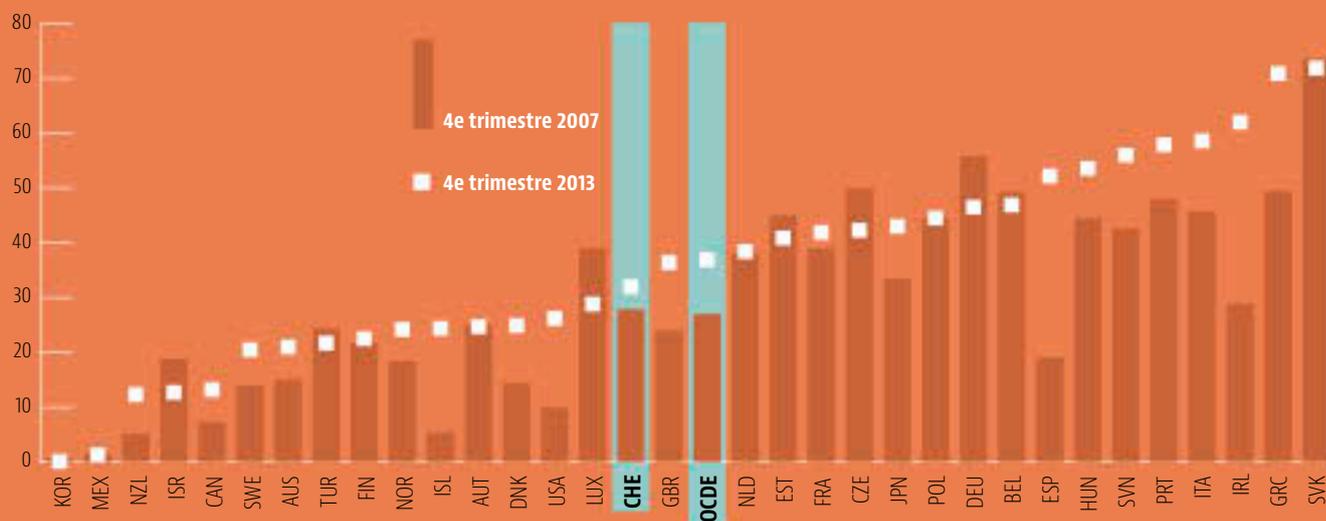
La croissance des salaires réels s'est considérablement ralentie

Un grand nombre de travailleurs ayant conservé leur emploi ont vu leurs revenus réels progresser moins rapidement, voire diminuer sous l'effet de la crise. La hausse persistante du chômage dans de nombreux pays de l'OCDE a fortement pesé sur la croissance des salaires réels, ce qui a contribué à freiner l'évolution des coûts unitaires de main-d'œuvre et ainsi à renforcer la compétitivité externe dans certains pays, particulièrement dans la zone euro. Tout ajustement supplémentaire des salaires nécessiterait, notamment au vu du faible niveau de l'inflation, des baisses de salaires douloureuses et pourrait augmenter le nombre de travailleurs pauvres. Un éventail de mesures est nécessaire pour promouvoir la compétitivité, la croissance et la création d'emplois, parmi lesquelles, outre des politiques macroéconomiques solides pour stimuler la reprise, des réformes visant à renforcer la concurrence sur les marchés de biens et de services ; une aide aux travailleurs ayant perdu leur emploi afin qu'ils se dirigent vers de nouveaux secteurs porteurs ; et un soutien au revenu des travailleurs à bas salaire.

Statistiques

Le chômage de longue durée reste élevé

Les chômeurs de longue durée (un an ou plus) en pourcentage du chômage total



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933131880>

Les jeunes sont les plus susceptibles d'occuper des emplois en CDD, 2011-2012

% d'employés en CDD

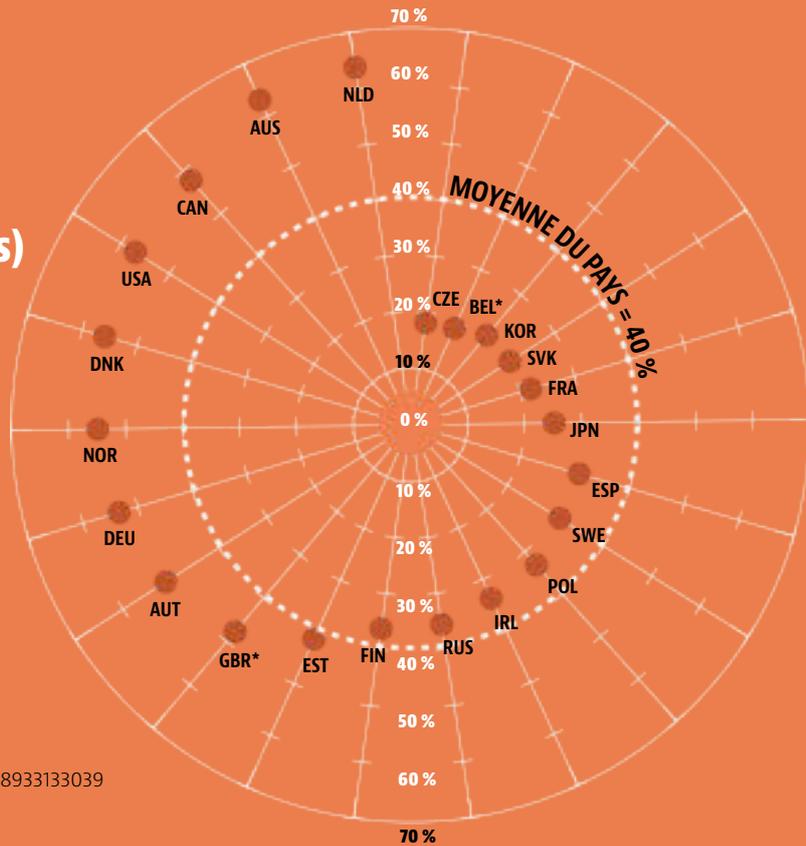
◀ Tous (15-64 ans) ● Jeunes (15-24 ans)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933132640>

Part de jeunes (16-29 ans) combinant études et travail

% sur tous les étudiants

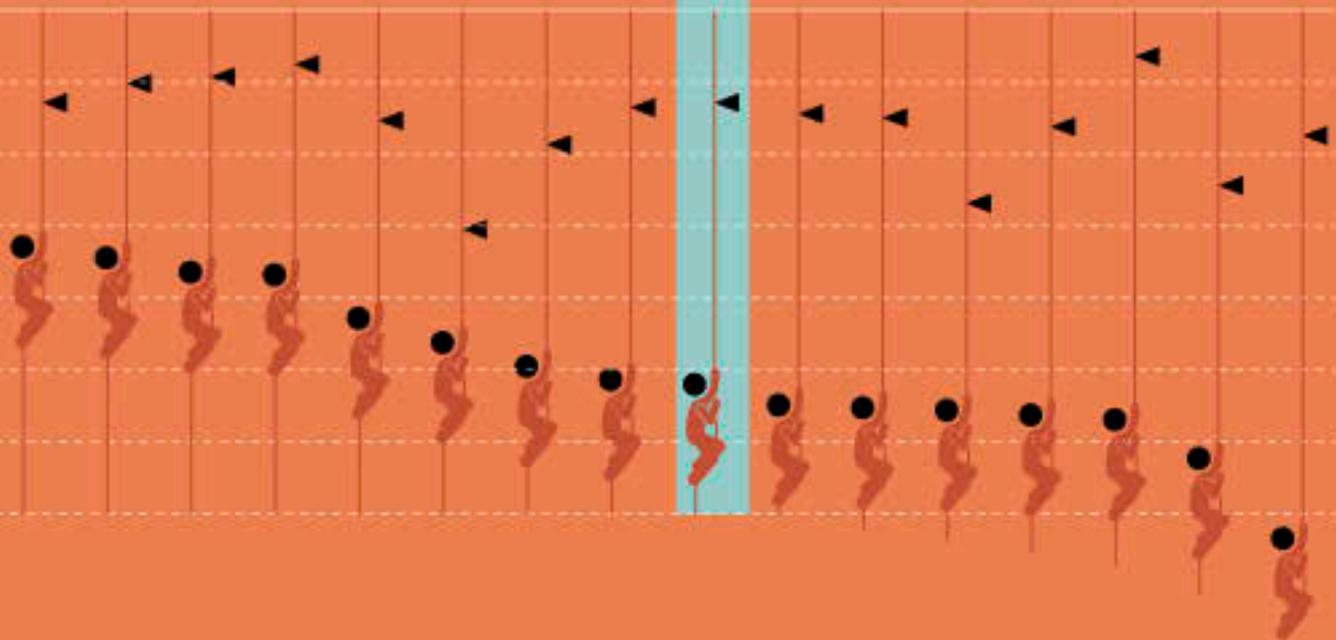


*BEL = Flandre ; *GBR = Angleterre et Irlande du Nord

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933133039>

CODES ISO	AUS Australie	CZE République tchèque	DEU Allemagne	ITA Italie	LTU Lituanie	NOR Norvège	SVN Slovénie	GBR Royaume-Uni
	AUT Autriche	DNK Danemark	GRC Grèce	ISR Israël	LUX Luxembourg	POL Pologne	ESP Espagne	USA États-Unis
	BEL Belgique	EST Estonie	HUN Hongrie	JPN Japon	MEX Mexique	PRT Portugal	SWE Suède	
	CAN Canada	FIN Finlande	ISL Islande	KOR Corée	NLD Pays-Bas	RUS Fédération de Russie	CHE Suisse	
	CHL Chili	FRA France	IRL Irlande	LVA Lettonie	NZL Nouvelle-Zélande	SVK République slovaque	TUR Turquie	

ISL IRL AUT LUX FIN CHL NLD ITA **CHE** DEU FRA POL SWE PRT ESP SVN



Créer des emplois meilleurs et plus nombreux

Il faut œuvrer pour des emplois de meilleure qualité

L'évaluation des performances du marché du travail doit être axée à la fois sur la quantité et sur la qualité des offres d'emplois : l'action publique doit soutenir la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Un nouveau cadre conceptuel et opérationnel a été mis au point pour mesurer la qualité des emplois selon trois dimensions clés : le niveau et la distribution des revenus d'activité, la sécurité sur le marché du travail et la qualité de l'environnement de travail. Si l'on observe de fortes disparités entre les pays pour chacune de ces trois dimensions, il ne semble pas y avoir d'arbitrage majeur entre la qualité et la quantité des emplois : certains pays parviennent à obtenir de bons résultats dans ces deux domaines. Il existe également des différences marquées de qualité de l'emploi entre catégories socioéconomiques d'un même pays. Les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et ceux qui occupent des emplois temporaires semblent cumuler de nombreux handicaps. À l'inverse, les travailleurs hautement qualifiés ont accès non seulement à un plus grand nombre d'emplois mais aussi aux meilleurs emplois. Le niveau et la distribution des revenus d'activité dépendent de l'importance des politiques de soutien à la croissance, de l'accessibilité et de la qualité de l'éducation, de la nature des mécanismes de fixation des salaires (salaires minimum, négociations collectives par exemple) et de la conception des systèmes d'imposition et de prestations sociales. La sécurité sur le marché du travail est déterminée par les effets conjugués de la protection de l'emploi, des régimes d'indemnisation du chômage (allocations de chômage et indemnités de licenciement) et des politiques actives du marché du travail. La qualité de l'environnement de travail dépend, dans une large mesure, de l'efficacité de la réglementation relative à la santé et à la sécurité au travail dans la prévention des problèmes de santé liés au travail, mais aussi du dialogue social et du degré d'implication des employeurs en matière de responsabilité sociale.

Le recours excessif au travail temporaire est néfaste pour les individus comme pour l'économie

L'emploi non régulier – qui recouvre toutes les formes d'emploi non régies par un contrat permanent ou à durée indéterminée – peut offrir aux entreprises la souplesse dont elles ont besoin pour ajuster leur main-d'œuvre en fonction de l'évolution de la conjoncture. Il peut également résulter du choix des travailleurs qui préfèrent la flexibilité associée à ce type de contrats. Néanmoins, le recours important aux contrats non réguliers peut avoir des effets négatifs sur le plan de l'équité comme de l'efficacité. Les travailleurs qui occupent ces emplois font face à une plus grande insécurité de l'emploi que les travailleurs ayant des emplois réguliers. Par ailleurs, les entreprises investissent généralement moins dans les travailleurs non réguliers, ce qui peut peser sur leur productivité et sur le développement de leur capital humain. Au cours des vingt années qui ont précédé la crise financière mondiale, l'emploi non régulier s'est répandu dans de nombreux pays : les pouvoirs publics cherchaient en effet à renforcer la flexibilité sur le marché du travail principalement en assouplissant la réglementation relative à ces contrats non réguliers, tout en maintenant une législation plus

stricte pour les contrats réguliers. Plusieurs moyens d'action sont possibles pour réduire le fossé qui sépare les travailleurs réguliers des travailleurs non réguliers sur le marché du travail, notamment un durcissement des conditions de recours aux contrats temporaires et un assouplissement de la réglementation sur le licenciement des travailleurs permanents. Pour aller plus loin, il pourrait être possible de faire converger les coûts de licenciement pour tous les types de contrats, en mettant en place un contrat unique ou des contrats harmonisés. Chacune de ces mesures implique de surmonter les problèmes de mise en œuvre et d'adopter des réformes complémentaires.

Les diplômes et les compétences jouent un rôle clé dans l'insertion sur le marché du travail et l'ensemble de la carrière professionnelle

L'enquête internationale de l'OCDE sur les compétences des adultes apporte un nouvel éclairage sur le rôle joué par les diplômes et diverses compétences dans deux résultats clés pour les jeunes de 16 à 29 ans sur le marché du travail : le risque d'être déscolarisés et sans emploi et, lorsqu'ils occupent un emploi, le niveau de leur salaire horaire. Les conclusions de l'enquête montrent combien il importe d'encourager la poursuite des études, mais aussi d'améliorer les compétences en lecture et écriture, en calcul et en résolution de problèmes, ainsi que d'améliorer les informations dont disposent les jeunes pour faire leurs choix d'orientation. L'expérience professionnelle a aussi un effet positif sur le salaire dès le début de la carrière, de même que les compétences d'ordre général. Néanmoins, dans plusieurs pays, les jeunes qui concilient études et travail sont rares, et la plupart des élèves qui travaillent exercent un emploi qui sort du cadre des programmes officiels offrant une expérience en entreprise, comme les programmes d'enseignement et de formation professionnels (EFP) ou les programmes d'apprentissage. Il apparaît donc que, pour familiariser davantage les élèves avec le monde du travail, il faut non seulement créer ou étendre les modules de formation en entreprise au sein des programmes d'EFP et d'apprentissage, mais aussi renforcer les mesures qui facilitent l'acquisition d'une expérience professionnelle pour tous les élèves. Cela peut passer par la levée des obstacles auxquels se heurtent les entreprises pour embaucher des travailleurs à temps partiel mais aussi éventuellement par la mise en place d'incitations fiscales pour les élèves qui travaillent jusqu'à un certain nombre d'heures.

GRAND ANGLE

- *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/lfs-data-fr>
- *Les impôts sur les salaires 2013*
DOI: http://dx.doi.org/10.1787/tax_wages-2013-fr
- *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2014 Issue 1*
DOI: http://dx.doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-fr

LA SOURCE



Les textes et graphiques sont adaptés de l'OCDE (2014), *Panorama de la société 2014 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE
 DOI: http://dx.doi.org/10.1787/soc_glance-2014-fr



De la crise financière à la crise sociale

Le chômage et les pertes de revenu aggravent la situation sociale dans de nombreux pays de l'OCDE. L'effort d'assainissement des finances publiques limite la capacité d'action des pouvoirs publics à faire face à cette situation. Or, les coupes dans les dépenses publiques risquent d'accroître les difficultés pour les plus vulnérables et de créer des problèmes par la suite. Tout en appliquant des politiques sociales « aptes à résister aux crises » et en maintenant un soutien efficace tout au long du cycle économique, les pouvoirs publics doivent regarder au-delà de la situation immédiate et établir un plan d'avenir.

Plus de cinq ans après que la crise financière a éclaté, les taux élevés de chômage et les pertes de revenu aggravent la situation sociale dans de nombreux pays de l'OCDE. La capacité d'action des pouvoirs publics face à cette situation est limitée par l'effort d'assainissement des finances publiques. Or les coupes dans les dépenses publiques risquent d'accroître les difficultés des groupes les plus vulnérables et de créer des problèmes pour l'avenir. Les pays de l'OCDE ne pourront effectivement relever ces défis que si leurs politiques sont bien conçues et étayées par des ressources suffisantes. Épargnées par les pires effets de la crise, les grandes économies émergentes se trouvent confrontées à d'autres défis. L'expérience des pays de l'OCDE présente néanmoins une grande pertinence pour les économies émergentes qui continuent de se doter de systèmes de protection sociale qu'elles voudraient « aptes à résister aux crises ».

La crise financière a alimenté une crise sociale

La tourmente financière de 2007-08 a provoqué non seulement une crise économique et budgétaire mais aussi une crise sociale. Dans les pays où le ralentissement de l'économie a été le plus profond et le plus durable, les effets en cascade se font durement sentir sur les perspectives d'emploi, les revenus et les conditions de vie de la population. Quelque 48 millions de personnes, dans les pays de l'OCDE, sont actuellement à la recherche d'un emploi – soit 15 millions de plus qu'en septembre 2007 – et un plus grand nombre encore connaît de graves difficultés financières.

Le nombre de personnes vivant dans des ménages sans aucun revenu du travail a doublé en Grèce, en Irlande et en Espagne. Les groupes à faible revenu ont été particulièrement durement touchés tout comme les jeunes et les familles avec enfants.

Les conséquences sociales pourraient perdurer pendant des années encore

Les ménages étant en difficulté et les budgets destinés au soutien social étant sous surveillance, de plus en plus de personnes se déclarent insatisfaites de leur vie, et la confiance dans les institutions publiques s'est fortement dégradée. Certains signes donnent aussi à penser que la crise va compromettre durablement le bien-être à venir des populations. De fait, certaines conséquences sociales de la crise, dans des domaines comme la formation d'une famille, la fécondité et la santé, ne se feront sentir que sur le long terme. La baisse des taux de fécondité s'est encore accentuée depuis le début de la crise, ce qui a pour effet d'aggraver les problèmes démographiques et budgétaires liés au vieillissement de la population. Les familles réduisent aussi leurs dépenses essentielles, y compris dans le domaine de l'alimentation, ce qui compromet leur bien-être actuel et futur. Il est encore trop tôt pour quantifier les effets à long terme sur l'état de santé des populations, mais on sait bien que le chômage et les difficultés économiques jouent un rôle important dans divers problèmes de santé, notamment les maladies mentales.

Statistiques

L'insécurité alimentaire : un phénomène grandissant

« Y a-t-il eu des moments, au cours des 12 derniers mois, où vous n'aviez pas assez d'argent pour acheter de la nourriture ? »

% de OUI

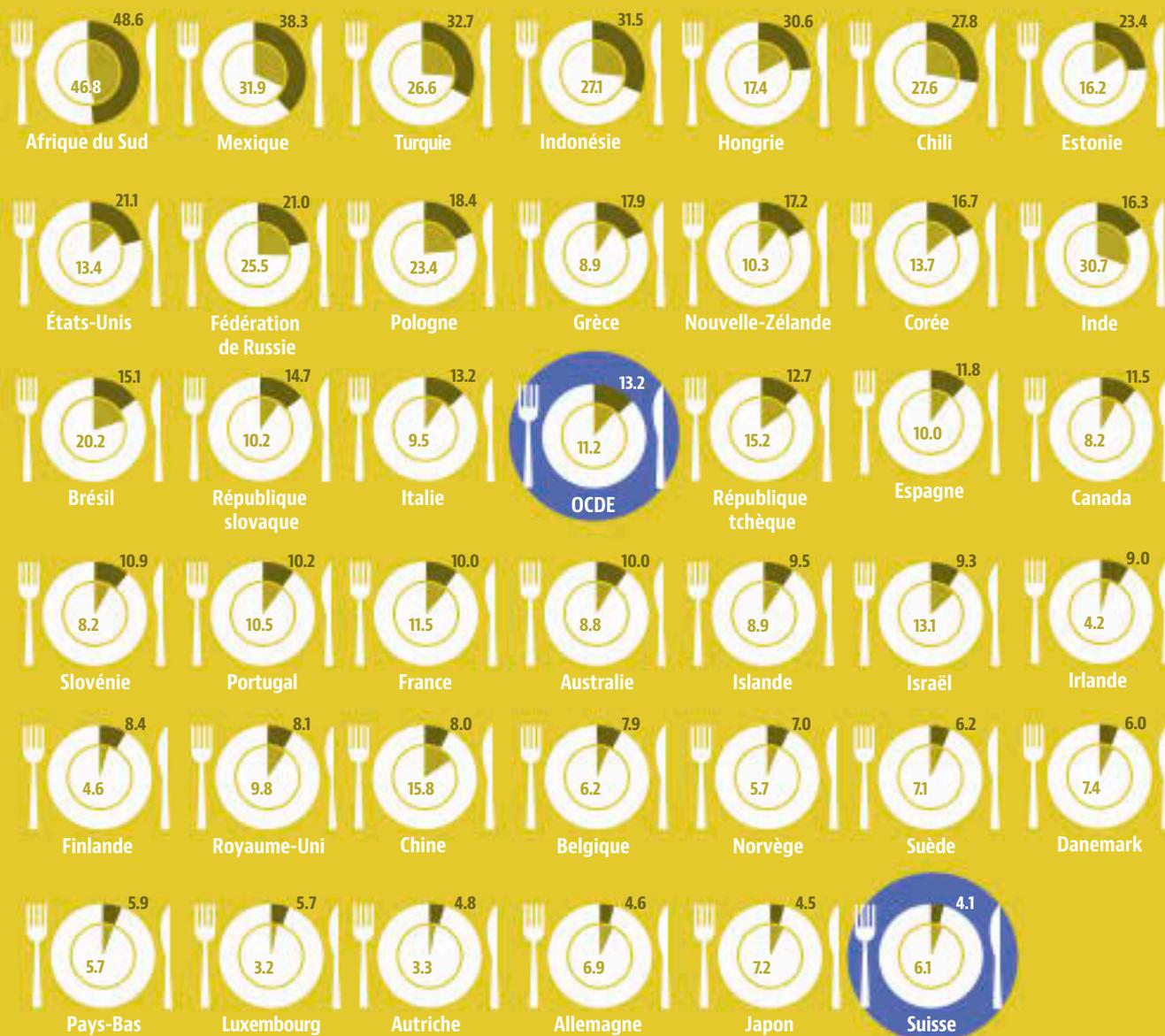


2011/2012



2006/2007

Trié par ordre décroissant, 2011/2012



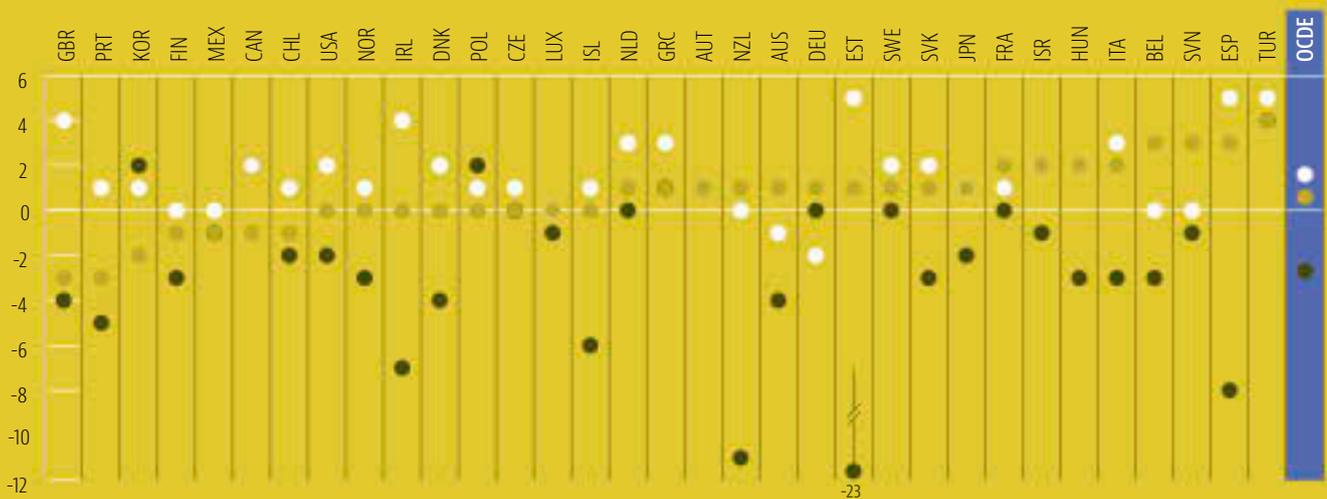
La pauvreté a augmenté parmi les enfants et les jeunes et a diminué chez les personnes âgées

Évolution en points de % des taux de pauvreté relative entre 2007 et 2010 par classe d'âge



● Enfants (0-17 ans) ● Jeunes (18-25 ans) ● Personnes âgées (plus de 65 ans)

Trié par ordre croissant, pour la valeur Enfants

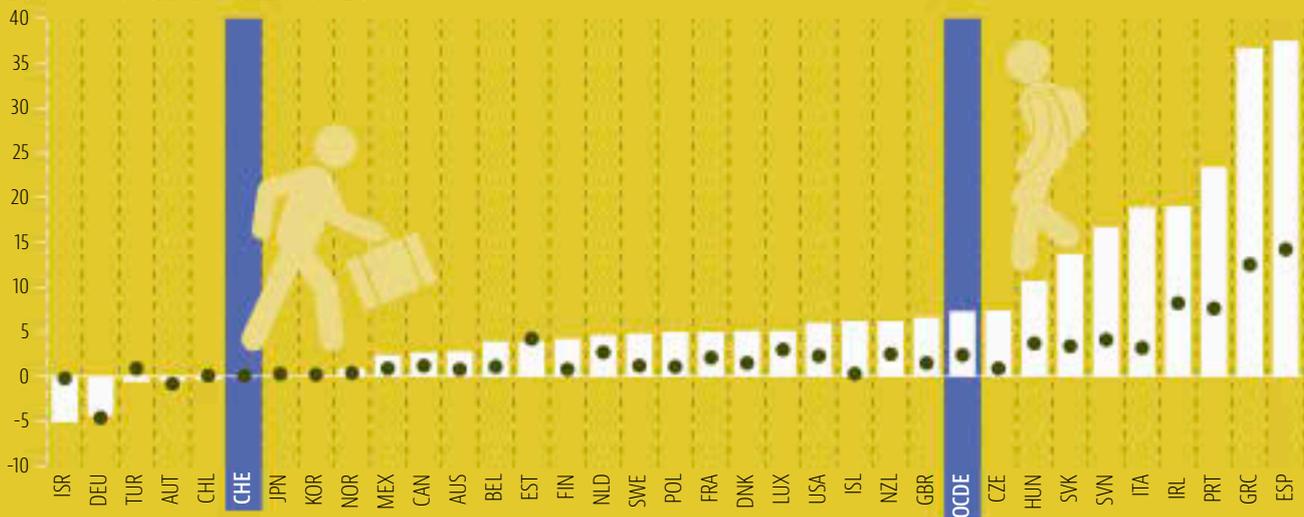


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932966485>

Le chômage concerne surtout les jeunes dans la plupart des pays

Évolution en points de % des taux de chômage entre 2007 et le deuxième trimestre 2013

● Plus âgés (55-64 ans) ■ Jeunes (15-24 ans)



- | | | | | | | | |
|------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------------|---------------------------------|------------------------|
| Codes ISO | AUS Australie | CHN Chine | DEU Allemagne | IRL Irlande | MEX Mexique | RUS Fédération de Russie | CHE Suisse |
| | AUT Autriche | CZE République tchèque | GRC Grèce | ISR Israël | NLD Pays-Bas | ZAF Afrique du Sud | TUR Turquie |
| | BEL Belgique | DNK Danemark | HUN Hongrie | ITA Italie | NZL Nouvelle-Zélande | SVK République slovaque | GBR Royaume-Uni |
| | BRA Brésil | EST Estonie | ISL Islande | JPN Japon | NOR Norvège | SVN Slovénie | USA États-Unis |
| | CAN Canada | FIN Finlande | IND Inde | KOR Corée | POL Pologne | ESP Espagne | |
| | CHL Chili | FRA France | IDN Indonésie | LUX Luxembourg | PRT Portugal | SWE Suède | |

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932966390>

De la crise financière à la crise sociale

Investir aujourd'hui pour éviter une augmentation des coûts demain

Les économies à court terme peuvent engendrer des coûts beaucoup plus importants à l'avenir et les pouvoirs publics devraient donner la priorité au financement de programmes d'investissement. Il faut éviter que les coupes opérées aujourd'hui dans les dépenses de santé n'entraînent, demain, une augmentation des besoins en matière de soins. Les pays particulièrement durement touchés devraient veiller à ce que les enfants aient accès à des services de qualité et éviter l'exclusion du marché du travail des jeunes qui sortent du système éducatif.

Les groupes vulnérables ont besoin d'aide maintenant

Cependant, pour être efficaces, les investissements sociaux doivent être associés à une aide adaptée en faveur des plus démunis. Le maintien et le renforcement de l'aide aux groupes les plus vulnérables doivent demeurer au cœur de toute stratégie de redressement économique et social. Les pouvoirs publics doivent en tenir compte pour concevoir et mettre en œuvre des mesures d'assainissement budgétaire, car l'effet redistributif de ces mesures peut varier grandement : par exemple, les pauvres souffriront sans doute davantage des réductions de dépenses que des augmentations d'impôts.

Les possibilités de réduire les dépenses liées au chômage sont limitées

Du fait de la situation dégradée des marchés du travail, il est difficile de réduire les dépenses liées aux prestations de chômage, à l'aide sociale et aux programmes actifs du marché du travail. Lorsque des économies sont possibles, elles devraient intervenir au rythme de la reprise. Les prestations ciblées destinées à constituer un filet de sécurité, en particulier, sont une priorité dans les pays où elles n'existent pas ou sont difficiles à obtenir, ou encore lorsque les chômeurs de longue durée arrivent en fin de droits. Il convient d'éviter les coupes indifférenciées dans les transferts sociaux, comme les aides au logement ou les prestations au titre des enfants/de la famille, car ces transferts sont souvent d'une importance vitale pour les familles pauvres occupant un emploi et les parents isolés.

Les aides ciblées peuvent permettre de dégager des économies tout en protégeant les groupes vulnérables

Un ciblage plus efficace des aides peut contribuer à réaliser des économies substantielles tout en protégeant les groupes vulnérables. Les réformes des soins de santé, en particulier, devraient être axées sur la protection des plus vulnérables. Cependant, le ciblage est à manier avec doigté pour ne pas créer d'incitations contraires qui dissuadent de chercher du travail. Par exemple, les chômeurs qui s'appêtent à prendre un emploi risquent de subir une perte de revenu ou de n'accroître leurs gains que très faiblement en renonçant aux prestations au profit d'un salaire.

Aider les familles à faire face à l'adversité

Il est souhaitable de concevoir des dispositifs d'aide publique qui mobilisent et complètent – sans s'y substituer – les capacités propres des ménages de s'adapter aux situations difficiles. De ce fait, il importe, en particulier, d'apporter une aide efficace à l'emploi même si cela signifie qu'il faut augmenter les dépenses consacrées aux politiques sociales actives à court terme. Les mesures actives du marché du travail et l'aide aux personnes exerçant un emploi devraient être maintenues à un niveau suffisant. Lorsque les ménages sans travail sont nombreux, il faut concevoir des politiques qui permettent aux familles de bénéficier rapidement de l'amélioration de la situation du marché du travail quand elle se produit. Par exemple, pour être aussi efficaces que possible, les incitations et aides liées à l'emploi ne devraient pas être limitées aux seuls demandeurs d'emploi mais viser aussi les partenaires qui ne travaillent pas.

Les gouvernements doivent se préparer en vue de la prochaine crise

Pour élaborer des politiques sociales susceptibles de résister à une crise et maintenir des aides efficaces tout au long du cycle économique, les pouvoirs publics doivent voir plus loin que la crise récente. Premièrement, il leur faut trouver les moyens de dégager des marges de manœuvre en période d'activité économique soutenue afin d'être en mesure de faire face à l'augmentation des coûts pendant les phases de ralentissement. Du côté des dépenses, il conviendrait de lier plus étroitement l'aide à la situation du marché du travail – par exemple, en réduisant de façon crédible les dépenses relatives aux prestations au cours de la période de redressement et en réorientant les ressources au profit de politiques actives du marché du travail. Du côté des recettes, il conviendrait de s'employer à élargir la base d'imposition, de réduire la dépendance à l'égard de la fiscalité du travail et d'adapter les régimes fiscaux pour tenir compte du creusement des inégalités de revenu. Deuxièmement, les pouvoirs publics doivent poursuivre les réformes structurelles des systèmes de protection sociale engagées avant la crise. De fait, la crise a rendu plus urgentes les réformes à cet égard. Dans le domaine des retraites, par exemple, certains futurs retraités risquent d'être exposés à une plus grande insécurité financière car ils auront connu de longues périodes de chômage durant leur vie active. Dans le domaine de la santé, les mesures structurelles visant à mettre fin aux services inutiles et à réaliser des gains d'efficacité sont préférables à des coupes indifférenciées qui limitent l'accès aux soins de santé des groupes les plus vulnérables.

GRAND ANGLE

- *Distribution des revenus*
DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00654-fr>
- *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*
DOI : http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr
- *Panorama de la santé 2013 : Les indicateurs de l'OCDE*
DOI : http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2013-fr

Inégalités dans les sociétés modernes

L'Université de Genève s'attaque à un défi des sociétés modernes

Au cours des dernières années, la question des inégalités est remontée dans la liste des priorités sur l'agenda des décideurs politiques du monde entier. En 1997, Anthony Atkinson a publié dans *l'Economic Journal* un article intitulé "Bringing Income Distribution in From the Cold" sur la répartition des revenus.

Les recherches sur la mesure et le rôle des inégalités de revenus et de richesse ont depuis longtemps été au cœur de l'activité de l'OCDE et d'un certain nombre de chercheurs, mais le sujet reçoit désormais une attention sans précédent dans les médias et les milieux politiques. Et, comme souvent, des technicités subtiles, mais importantes, se perdent dans le discours public, au point que l'on se demande souvent si les partisans d'idées alternatives discutent vraiment de la même chose. En parlant d'inégalités, il est par exemple nécessaire de clarifier de quelles inégalités on parle et sur quelle base elle est mesurée.

Dans ce contexte, l'Université de Genève a eu le privilège d'organiser, à l'invitation du Secrétariat d'État (suisse) à l'économie (SECO), une conférence sur le sujet en collaboration avec l'OCDE. L'événement a eu lieu à Genève, le 25 septembre 2014, à l'initiative conjointe du SECO et des deux nouvelles facultés de l'Université de Genève, à savoir la Faculté d'Économie et de Management (GSEM – Geneva School of Economics and Management) et la Faculté des sciences de la société (SdS). L'objectif de la conférence, intitulée "Inequalities in Modern Societies" (*Inégalités dans les sociétés modernes*), était de stimuler les interactions entre les responsables politiques et de la recherche académique, représentés par les nombreuses approches multidisciplinaires de l'étude des inégalités : de l'économie à la science politique, en passant par la sociologie. Michael Förster, analyste des politiques sociales à l'OCDE (ELSA – Employment, Labour and Social Affairs – Direction de l'Emploi, du travail et des affaires sociales), a ouvert la discussion par un résumé complet des travaux de l'OCDE sur les inégalités, auxquels il a contribué depuis le début des années 1990. La présentation de M. Förster a précédé les contributions d'économistes, sociologues et politologues de l'Université de Genève, pendant que des panels de politiciens et chercheurs discutaient les conclusions.

Plusieurs contributions importantes ont émergé au cours du symposium. Tout d'abord, la mesure des inégalités compte beaucoup et, en dépit de la difficulté à aborder des questions techniques dans le débat public, les responsables politiques devraient faire l'effort d'être clairs sur le type d'inégalité qu'ils traitent. L'inégalité des revenus du travail a évolué de manière différente par rapport à celle des revenus du capital, en particulier dans le haut de la répartition. Le changement des modes de formation des ménages a une énorme influence sur la dynamique globale de l'inégalité, de sorte que la répartition des revenus des ménages diffère fortement de celle des revenus individuels. Le mariage se produit de plus en plus au sein de mêmes groupes sociaux, de sorte qu'aujourd'hui, on observe

une prévalence de ménages où les partenaires perçoivent tous les deux soit des hauts salaires soit des bas salaires, exacerbant ainsi les inégalités, en particulier parmi les enfants.

Une deuxième question importante discutée à Genève a été la grande hétérogénéité de l'évolution des inégalités entre les pays de l'OCDE et dans le monde. Alors que les inégalités ont augmenté dans presque tous les pays, la flambée des revenus les plus élevés est très forte dans le monde anglo-saxon, mais bien moindre dans les pays nordiques. Enfin, en matière de politique, deux questions cruciales doivent être posées. Premièrement, les inégalités actuelles sont-elles justifiées ou devrions-nous faire quelque chose pour les limiter ? Et deuxièmement, au cas où nous déciderions d'intervenir, comment cela devrait-il être fait le plus efficacement ? La première question est peut-être la plus difficile à résoudre, étant donné que les gens peuvent avoir des opinions différentes sur ce qui résulte de l'investissement, du talent et de l'effort personnels, et ce qui est une simple conséquence de la richesse, de la chance ou des bonnes relations sociales héritées. La voie à suivre est peut-être dès lors de se concentrer sur un certain nombre de sources d'inégalités considérées incontestablement comme étant injustes. La plupart des gens conviendraient par exemple qu'il est injuste d'être pauvre, simplement parce que l'on est né dans un pays pauvre, ou parce que l'on est discriminé sur le marché du travail. Il existe des inégalités sur lesquelles un consensus peut être facilement atteint, et il faudrait commencer par les mettre en lumière. Autant de pistes de recherches que l'Université de Genève a choisi d'investiguer pour apporter une contribution originale et innovante à un des débats économiques et sociaux actuels les plus importants.

Michele Pellizzari
Professeur GSEM
Université de Genève

Sponsorisé par



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

L'Université de Genève est une institution académique consacrée à la recherche, l'enseignement et le dialogue. Depuis sa fondation en 1559, elle a développé des normes de plus en plus éthiques avec une qualité et une innovation en constante amélioration. Aujourd'hui, elle est l'une des principales universités de recherche en Europe. L'Université de Genève joue un rôle majeur dans le développement de l'environnement international de Genève, et entretient diverses collaborations avec des organisations internationales telles que l'OCDE. En mars 2014, l'Université de Genève est devenue *Partenaire de l'OCDE*.



Bien-être en Suisse

La Suisse obtient de très bons résultats dans de nombreux indicateurs du bien-être et figure d'ailleurs parmi les pays les plus performants sur de nombreux critères de l'Indicateur du vivre mieux.

20 % des mieux lotis touchent près de cinq fois le montant perçu par les 20 % des moins bien lotis.

En termes d'emploi, **79 % des 15-64 ans ont un travail rémunéré**, un niveau plus élevé que le taux d'emploi moyen de l'OCDE de 65 %. Environ 85 % des hommes ont un emploi rémunéré, contre 74 % des femmes. Les actifs en Suisse travaillent 1 632 heures par an, autrement dit moins que dans la plupart des pays de l'OCDE où la moyenne est de 1 765 heures. Pour trouver un emploi, il est essentiel d'avoir fait de bonnes études. En Suisse, **86 % des 25-64 ans sont diplômés du deuxième cycle du secondaire ou équivalent**, soit plus que la moyenne de l'OCDE de 75 %. Ce constat est un peu plus vrai pour les hommes, **89 % d'entre eux décrochant un tel diplôme, contre 83 % de femmes**. Cet écart est plus marqué que l'écart moyen de l'OCDE, et donne à penser que l'on pourrait renforcer la participation des femmes à l'enseignement supérieur. **Le score moyen pour ce qui est de la compréhension de l'écrit, des mathématiques et des sciences est de 518**, score supérieur à la moyenne de 497 points de la zone OCDE. **Les filles dépassent les garçons de 6 points en moyenne, moins que les 8 points d'écart moyen de l'OCDE.**

S'il ne fait pas le bonheur, l'argent est tout de même important pour obtenir un meilleur niveau de vie. En Suisse, **le revenu moyen disponible ajusté net des ménages par habitant est de 30 745 USD**, soit plus que la moyenne de 23 938 USD dans les pays de l'OCDE. Mais un écart considérable sépare les plus aisés des plus modestes – **les**

En termes de santé, **l'espérance de vie à la naissance en Suisse est de presque 83 ans**, soit trois ans de plus que la moyenne de l'OCDE. L'espérance de vie chez les femmes est de 85 années contre 81 années chez les hommes. **La concentration de PM10 (fines particules atmosphériques polluantes qui peuvent pénétrer et endommager les poumons) est de 19.8 microgrammes par mètre cube**, légèrement moins élevé que la moyenne des pays de l'OCDE de 20.1 microgrammes. La Suisse est plus performante dans sa gestion de la qualité de l'eau, **95 % de ses habitants se disant satisfaits de la qualité de leur eau**, contre 84 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.

En ce qui concerne la sphère publique, le sentiment d'appartenance est élevé et le degré de participation des citoyens modéré en Suisse. Dans l'ensemble, **94 % des habitants pensent connaître quelqu'un sur qui compter en cas de besoin**, contre 89 % en moyenne dans l'OCDE. **Le taux de participation électorale était de 49 % lors des dernières élections**, soit le taux plus bas de l'OCDE où la moyenne est de 72 %. Il faut toutefois tenir compte du fait que la Suisse se caractérise par un nombre important de scrutins, ce qui se traduit par une participation électorale moyenne relativement faible.

Ce texte reprend ce qui est disponible sur les pages pays de l'indicateur du vivre mieux. Pour une analyse approfondie sur le bien-être, consultez le rapport *Comment va la vie ? 2013 Mesurer le bien-être*.

Pour plus d'information sur les valeurs estimées et les années de référence, consultez

www.oecdbetterlifeindex.org/fr/about/initiative-vivre-mieux/.

L'indicateur pour la SUISSE

(par rapport aux autres membres de l'OCDE)



Thèmes	Quelques indicateurs
 Logement 	<p>Le logement moyen comprend 1.9 pièce par personne</p>
 Revenu 	<p>Le patrimoine financier net moyen des ménages par habitant est estimé à 100 812 USD</p>
 Emploi 	<p>Le pourcentage de la main-d'œuvre au chômage depuis un an ou plus est actuellement de 1.5 %</p>
 Liens sociaux 	<p>94 % des personnes interrogées pensent connaître quelqu'un sur qui compter en cas de besoin</p>
 Éducation 	<p>Le score moyen en Suisse pour ce qui est de la compréhension de l'écrit, des mathématiques et des sciences, est de 518 (programme PISA)</p>
 Environnement 	<p>La concentration en particules fines « PM10 » est de 19.8 microgrammes par mètre cube</p>
 Engagement civique 	<p>Pour les élections récentes, le taux de participation en Suisse était de 49 %, ce qui peut s'expliquer par le nombre élevé de scrutins</p>
 Santé 	<p>L'espérance de vie à la naissance s'établit à 83 ans</p>
 Satisfaction 	<p>Lorsqu'on leur demande de noter de 0 à 10 leur niveau global de satisfaction, les Suisses l'évaluent à 7.8</p>
 Sécurité 	<p>Le taux d'homicides en Suisse est de 0.5 pour 100 000 habitants</p>
 Équilibre travail-vie 	<p>La Suisse est proche de la moyenne de l'OCDE en terme d'équilibre travail-vie</p>

« La réforme des régimes fiscaux est indispensable mais elle doit préserver l'attrait de la Suisse »



Interview avec Monsieur **Dominik Bürgy**, président de la Chambre fiduciaire

Le dernier congrès, qui s'est tenu en novembre 2014, a décidé de transformer le nom de la Chambre fiduciaire en EXPERTSuisse à dater du 1^{er} avril 2015. Quelle est la signification de ce changement ?

La Chambre fiduciaire rassemble 5 000 experts comptables et fiscaux ainsi que plus de 900 petites à grandes sociétés fiduciaires. Nous avons décidé de changer de nom pour trois raisons.

Nous souhaitons d'abord nous ouvrir à de nouvelles catégories de professionnels. En effet, en tant qu'association d'experts, nous nous considérons comme les obligés des diplômés fédéraux pour notre branche. C'est pourquoi nous entendons nous engager davantage en faveur du groupe professionnel des experts fiduciaires diplômés dont la réadmission à titre de membres ordinaires a été approuvée par notre congrès. Par ailleurs, les termes «fiduciaire» et «Chambre» ne véhiculent pas suffisamment l'image d'une association d'experts dynamique et il n'existe pas aujourd'hui de démarcation suffisante par rapport aux autres associations professionnelles. Nous voulons donc accentuer le profil souhaité et être encore mieux à même de répondre aux besoins des entreprises. Enfin, le terme «fiduciaire» a, ces dernières années, fait de plus en plus l'objet d'associations négatives, en Suisse comme à l'étranger. Le changement de nom traduit notre volonté de nous positionner de façon encore plus ciblée et durable en qualité d'association leader, spécialisée et professionnelle de la branche, dans les domaines de l'audit, de la fiscalité et des services fiduciaires.

Quels sont les nouveaux défis auxquels votre profession est confrontée ?

Le principal défi auquel nous sommes confrontés est incontestablement l'intensification de la réglementation tant au niveau international que national. La tendance actuelle est très clairement à la réglementation dans tous les domaines. Ce phénomène, qui constitue un lourd fardeau pour les PME, limite l'initiative de nos membres.

L'excès de réglementation contribue à affaiblir l'attrait de notre profession qui est trop axée sur les procédures. Nous devons nous demander si, à moyen ou long terme, nous trouverons une main d'œuvre suffisamment qualifiée et compétente sur le marché du travail. Le métier d'expert-comptable constituait autrefois une voie royale pour faire carrière dans la finance. Ce n'est malheureusement plus le cas, car d'autres voies de carrière sont aujourd'hui aussi choisies.

Que pensez-vous des pressions internationales en faveur de la modification des régimes fiscaux suisses? Quelles sont, à votre avis, les conditions du maintien de l'attrait fiscal de la Suisse?

Le Conseil fédéral, qui est l'organe exécutif de la Confédération suisse, a présenté en septembre 2014 une série de propositions afin de modifier les régimes fiscaux suisses. Le sujet est complexe et un débat est ouvert. Nous pensons qu'une réforme est indispensable. Mais celle-ci doit préserver l'attrait de la Suisse afin de continuer à attirer les investisseurs étrangers. La réforme a besoin à parts égales d'une acceptation internationale, d'une neutralité des recettes et d'un attrait. Tous les cantons, régions et partis politiques n'ont pas la même orientation, ni les mêmes besoins quant à la réforme. Le projet très détaillé mis en consultation doit être ramené à des proportions permettant de promouvoir les sujets importants sans les surcharger et de rencontrer, sous forme de compromis, l'adhésion des diverses parties prenantes. La Chambre fiduciaire et ses experts continueront de soutenir ces travaux.

Quelle est votre position sur les mutations de l'audit au niveau européen ?

L'audit remplit une fonction économique globale. Sans révision, des déficits d'information se feraient sentir dans de nombreux domaines. Par ailleurs, l'audit améliore la qualité des comptes annuels, contribue au fonctionnement de l'économie et permet une vérification indépendante de l'information.

Face à une multitude d'idées effectivement codifiées dans le Journal officiel de l'Union européenne, la branche doit s'attendre à des changements. Nous pensons cependant que certaines des propositions de l'Union européenne, notamment la rotation obligatoire des auditeurs externes, ne sont pas de nature à améliorer la qualité de l'audit.

Sponsorisé par



LA SOURCE

////////////////////////////////////



Les textes et graphiques sont adaptés de l'OCDE (2014), *OECD Regional Outlook 2014: Regions and Cities: Where Policies and People Meet*, Éditions OCDE

DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264201415-en>



Chaque région peut mieux faire si elle est bien gouvernée

Les régions sont en première ligne des objectifs des pouvoirs publics pour améliorer la croissance, accroître le bien-être et lutter contre les inégalités, mais la crise économique a creusé l'écart entre les régions fortes et les régions faibles dans la moitié des pays de l'OCDE. Bien que la croissance économique et d'autres indicateurs de réussite varient énormément d'une région à l'autre, voire au sein d'un seul et même pays, les régions peu performantes peuvent devenir compétitives si les politiques sont équilibrées et si les efforts sont coordonnés à tous les niveaux de gouvernement.

Les disparités régionales sur le plan des revenus se sont creusées, ces dernières décennies, dans la plupart des pays de l'OCDE ; et la crise n'a guère contribué à inverser la tendance. Dans les pays où les écarts se sont réduits, l'explication tient généralement aux mauvais résultats des régions riches plutôt qu'à la croissance des régions pauvres. La crise a également accentué les disparités régionales en matière de chômage.

Au lendemain de la crise, l'abandon des plans de relance au profit d'un assainissement budgétaire a conduit à une **forte contraction de l'investissement public**, qui a chuté de 13 % en termes réels dans l'ensemble de la zone OCDE entre 2009 et 2012. Les investissements publics étant gérés à hauteur d'environ 72 % par les collectivités territoriales, cette baisse place les régions et les localités dans une situation particulièrement délicate. Si la réduction des investissements a favorisé la sauvegarde des services et transferts publics existants, elle risque de peser sur la croissance et sur l'avenir des services publics.

Les contraintes budgétaires figurent également parmi les facteurs qui expliquent le lancement d'un **nombre croissant de réformes de la gouvernance infranationale**. Ces réformes sont motivées, pour partie, par la nécessité de réaliser des économies d'échelle, entre autres sources d'économies, mais elles s'expliquent également par la volonté de déléguer des responsabilités supplémentaires.

La crise a mis en relief les limites des évaluations purement économiques du progrès social et **la nécessité d'indicateurs plus complets en matière de bien-être**. La question du bien-être doit être examinée et traitée à l'échelon régional. Les disparités au niveau des indicateurs de bien-être non pécuniaires sont souvent plus marquées entre les régions d'un même pays qu'entre des pays différents ; elles sont, en outre, extrêmement stables au fil du temps. Par ailleurs, les pays qui présentent les plus forts écarts régionaux en termes d'accès à l'éducation, à l'emploi et aux services publics essentiels enregistrent aussi des scores globaux plus faibles en matière de bien-être.

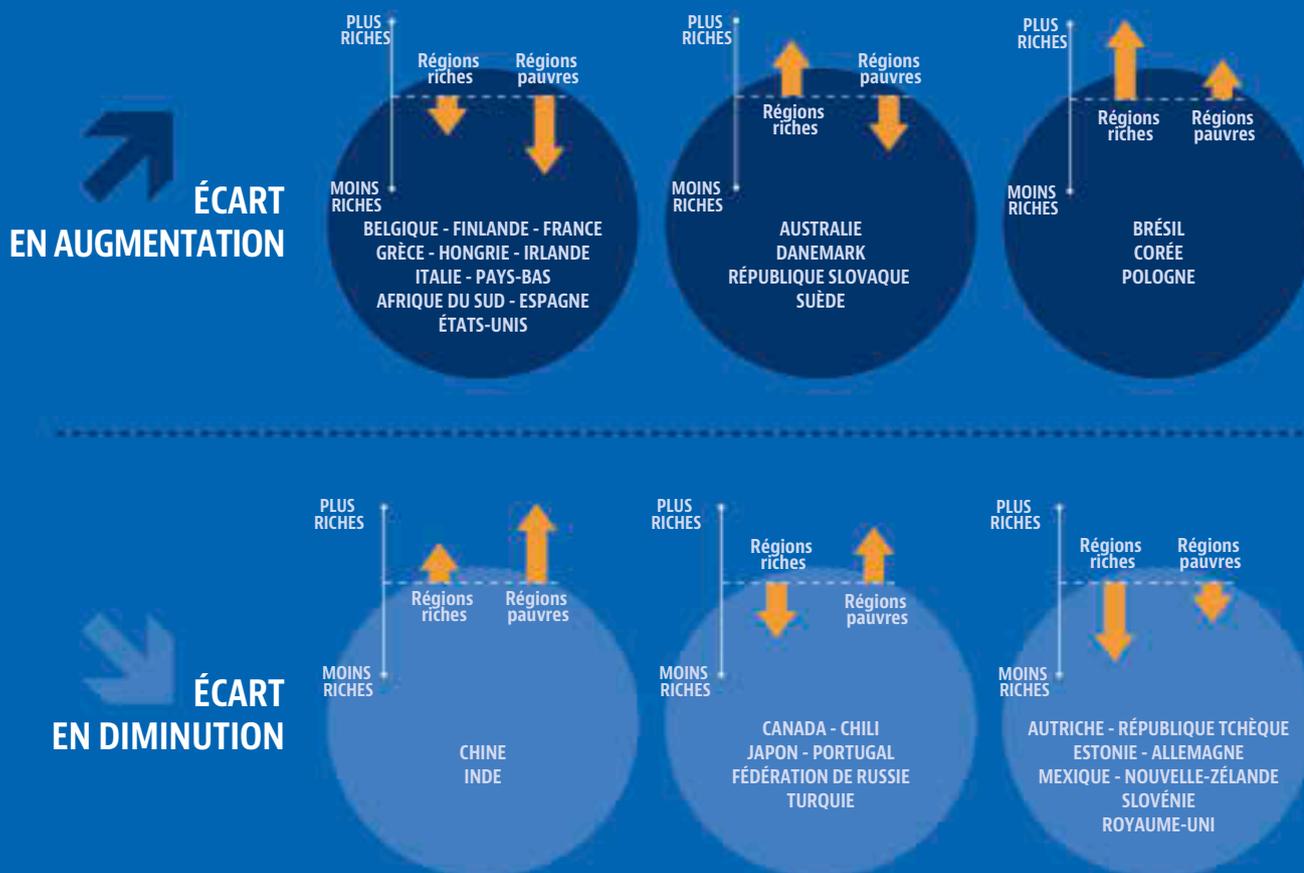
Dans le cadre de l'actuelle quête de croissance, **on considère de plus en plus les villes comme les principales sources de croissance potentielle** pour la plupart des économies de l'OCDE. Globalement, les villes sont plus productives et, plus elles sont de grande taille, plus elles creusent l'écart en matière de productivité. Les grandes villes tendent à tirer la croissance des régions environnantes, même à 200 ou 300 kilomètres de distance. De leur côté, les petites villes peuvent gagner en productivité quand elles entretiennent des liens étroits avec d'autres villes, en remplaçant en quelque sorte l'avantage lié à la taille par un avantage lié à la connectivité.

Les avantages de l'urbanisation en termes de croissance et de productivité ne sont pas automatiques : **la gouvernance**

Statistiques

La crise a creusé l'écart entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres dans de nombreux pays

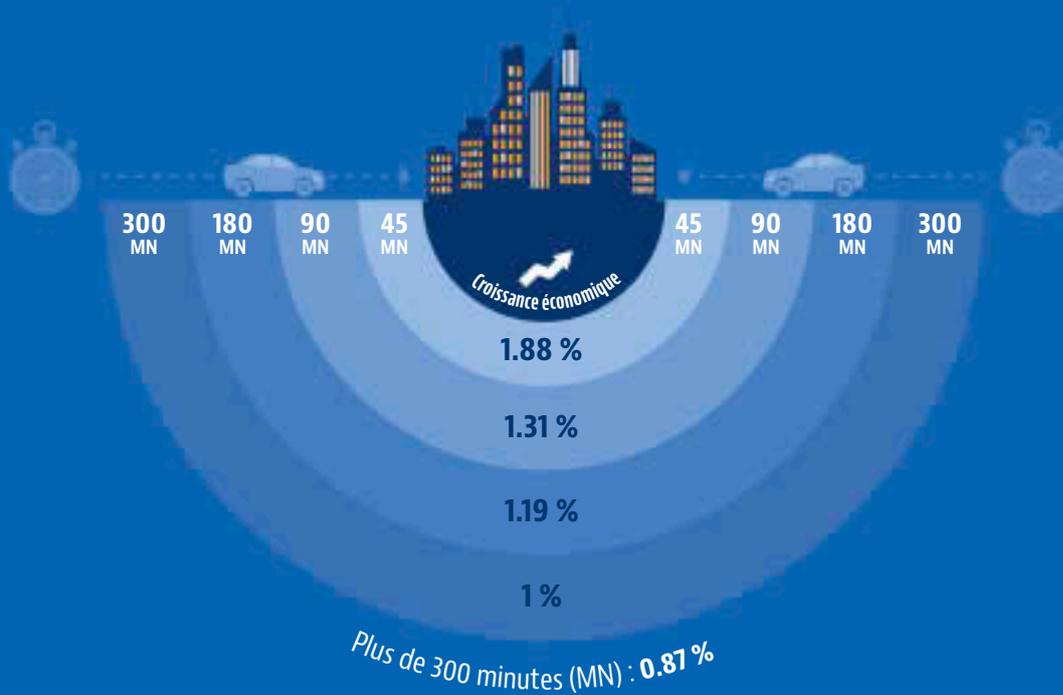
Évolution du PIB par habitant entre 10 % des régions les plus riches et 10 % des régions les plus pauvres, 2008-2010



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933106249>

La croissance économique est plus importante à proximité des grandes villes

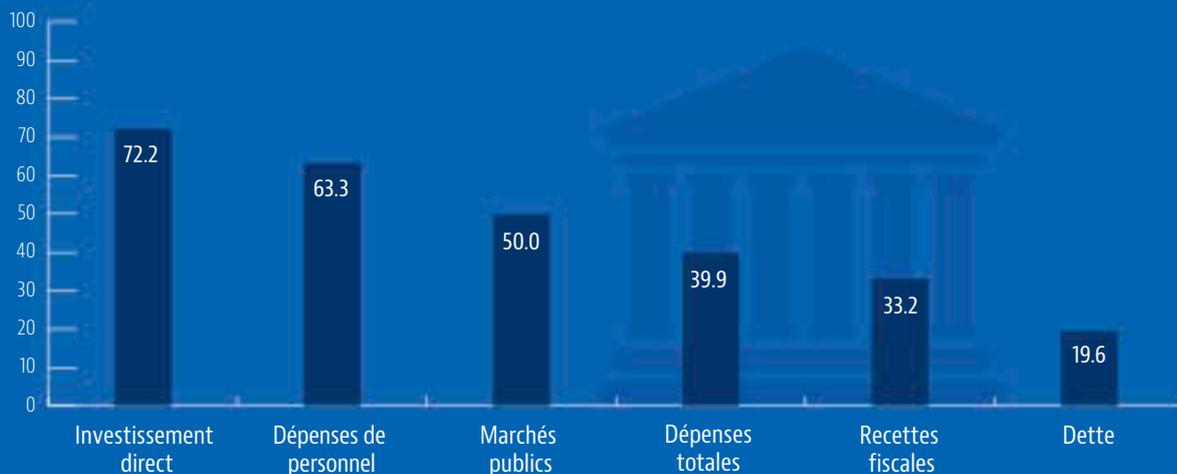
Taux de croissance annuel régional du PIB par habitant (1995-2010) et temps de trajet vers la grande zone métropolitaine la plus proche de 2 millions d'habitants ou plus dans les pays de l'OCDE



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933106667>

Les gouvernements infranationaux jouent un rôle clé dans les finances publiques

Les gouvernements infranationaux en % du gouvernement général, OCDE (2012)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933106306>

Chaque région peut mieux faire si elle est bien gouvernée

des villes a une incidence directe et forte sur leurs résultats économiques et sur la qualité de vie de leurs habitants. Les actions des ménages et des entreprises, de même que les interactions entre les différentes branches de l'action publique, produisent généralement plus de retombées positives ou négatives dans les villes que dans les zones moins denses. Cela entraîne un besoin plus grand de coordination de l'action publique entre les secteurs, les territoires et les niveaux de gouvernement.

Une telle coordination fait souvent défaut : les politiques sectorielles nationales et infranationales créent souvent des incitations contradictoires et sont mal coordonnées entre les différents niveaux de gouvernement. L'éclatement horizontal à l'échelon municipal ne fait qu'aggraver le problème, surtout dans les zones métropolitaines vastes mais morcelées sur le plan administratif. L'Enquête de l'OCDE sur la gouvernance des métropoles met clairement en relief les coûts d'une gouvernance morcelée et attire l'attention sur les avantages d'une meilleure coordination des politiques à l'échelle de la métropole, c'est-à-dire à une échelle où la ville est définie par l'occupation du territoire et par l'activité économique plutôt que par des frontières administratives souvent archaïques.

Principales implications pour l'action publique

Des disparités qui se creusent, une croissance atone et une marge de manœuvre réduite sur le plan de la politique budgétaire et monétaire : la situation actuelle met en relief la nécessité d'adopter **une approche efficace et territorialisée de l'action publique**. Premièrement, même à l'intérieur des frontières nationales, les obstacles à la croissance diffèrent considérablement d'une région à l'autre. Deuxièmement, les décideurs publics doivent prêter une attention croissante aux arbitrages qui peuvent être effectués entre différents objectifs et aux complémentarités potentielles entre ces objectifs qui peuvent être exploitées dans le cadre d'une démarche intégrée. Ces arbitrages et ces complémentarités reflètent souvent des particularismes locaux, et ce sont fréquemment les acteurs régionaux ou locaux qui sont les mieux placés pour les détecter et les gérer.

La géographie compte : pour repérer et favoriser les articulations entre les objectifs économiques, environnementaux et sociaux, les responsables publics ne doivent pas s'arrêter aux frontières administratives, et doivent au contraire prendre en compte l'échelle géographique réelle des défis qu'ils souhaitent relever – tel est le cas, par exemple, des problèmes de transport public, qui doivent être résolus pour une zone métropolitaine dans son ensemble plutôt qu'abordés séparément par chaque municipalité de la métropole. L'échelle géographique à laquelle l'action publique doit être menée dépend du défi à relever : la zone desservie par une école n'est pas la même que celle desservie par un hôpital, et les autorités chargées des transports travailleront peut-être à une autre échelle que les autorités sanitaires. Toutefois, le nombre de niveaux de gouvernement ne peut pas être multiplié à l'infini, d'où la nécessité de données, d'outils et d'institutions propres à favoriser la coordination verticale et horizontale à différentes échelles.

Pour adapter les politiques aux territoires, il est primordial de franchir la ligne de démarcation entre zones urbaines

et zones rurales. Dans la mesure où, dans la zone OCDE, environ 78 % des habitants de zones rurales vivent à proximité d'une ville, il est peu logique de voir la sphère urbaine et la sphère rurale comme des domaines distincts. Il est nécessaire de mieux coordonner les politiques rurales et urbaines si l'on veut qu'elles reflètent les réalités des territoires où elles sont mises en œuvre. Des partenariats entre zones rurales et zones urbaines peuvent contribuer à assurer un développement territorial plus intégré tirant le meilleur parti des liens qui existent entre la sphère urbaine et la sphère rurale sur les plans du marché du travail et de l'environnement, entre autres.

La contraction de l'investissement public signifie que **les autorités locales et régionales doivent en faire plus – et faire mieux – avec moins**. C'est dans cette optique qu'en mars 2014, le Conseil de l'OCDE a adopté une *Recommandation sur l'investissement public efficace entre niveaux de gouvernement*. Les principes qui y sont énoncés aideront les autorités à évaluer les points forts et les points faibles de leurs capacités en matière d'investissement public et à déterminer les aspects à améliorer en priorité.

À l'échelon des pays comme à celui des régions et des états fédérés, les autorités ont sans doute un rôle important à jouer pour favoriser l'émergence de solutions de gouvernance plus efficaces pour les métropoles. Les obstacles à l'action collective sont souvent substantiels, et même si toutes les municipalités d'une grande région ou zone urbaine ont à gagner à coopérer, il est possible qu'aucune d'entre elles n'ait les capacités et les incitations requises pour assumer les coûts liés à la collecte des renseignements requis ou à la mobilisation de partenaires, entre autres.

Une meilleure gouvernance des zones métropolitaines doit être étayée par des politiques nationales plus cohérentes à destination des villes. Traditionnellement, lorsqu'elles existent en tant que telles, les politiques urbaines nationales tendent à avoir un champ étroit et à être axées sur les problèmes des villes plutôt que sur leur potentiel. Parallèlement, des actions menées dans le cadre d'autres branches de l'action publique peuvent souvent s'accompagner d'implications considérables pour le développement urbain sans jamais être examinées sous l'angle d'une « perspective urbaine ». Si elles veulent réussir la ville, les autorités doivent adopter une vision beaucoup plus large de la politique urbaine et concevoir des stratégies trans-sectorielles visant à apporter des réponses coordonnées aux problématiques des villes.

GRAND ANGLE

- *OECD Regional Well-Being*
www.oedregionalwellbeing.org
- *Comment va la vie dans votre région ? : Mesurer le bien-être régional et local pour les politiques publiques*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr>
- *Investir ensemble : vers une gouvernance multi-niveaux plus efficace*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264200609-fr>

LA SOURCE



Les textes et graphiques sont adaptés de l'OCDE (2014), *Regards sur l'éducation 2014 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2014-fr>



Importance croissante de l'éducation et des compétences

L'accès à l'éducation est en progression, mais il en va de même de l'impact de l'éducation et des compétences sur nos vies, des niveaux élevés de formation se traduisant par de meilleures chances d'emploi et de meilleurs revenus.

L'accès à l'éducation continue de se généraliser et le pourcentage d'adultes très compétents en littératie continue d'augmenter ; mais les fractures socio-économiques se creusent parce que l'éducation et les compétences ont de plus en plus d'impact sur les chances de réussite des individus dans l'existence.

Le marché du travail apprécie des niveaux élevés de formation et de compétence

Prenons, à titre d'exemple, la situation au regard de l'emploi. En moyenne, plus de 80 % des diplômés de l'enseignement tertiaire occupent un emploi, contre moins de 60 % des individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les diplômés de l'enseignement tertiaire, en particulier les jeunes, ne sont toutefois pas immunisés contre le chômage. Dans les pays de l'OCDE, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement tertiaire s'établissait, en moyenne, à 5.0 % en 2012 (en augmentation par rapport aux 3.3 % de 2008), mais à 7.4 % chez les 25-34 ans (en augmentation par rapport aux 4.6 % de 2008). Par comparaison, le taux de chômage des individus âgés de 25 à 34 ans dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire a atteint 19.8 % en 2012 (et les chiffres sont plus élevés encore dans de nombreux pays), alors qu'il s'établissait à 13.6 % en 2008. Ces chiffres confirment une nouvelle fois que ce sont les jeunes peu instruits que la crise économique récente a le plus durement frappés.

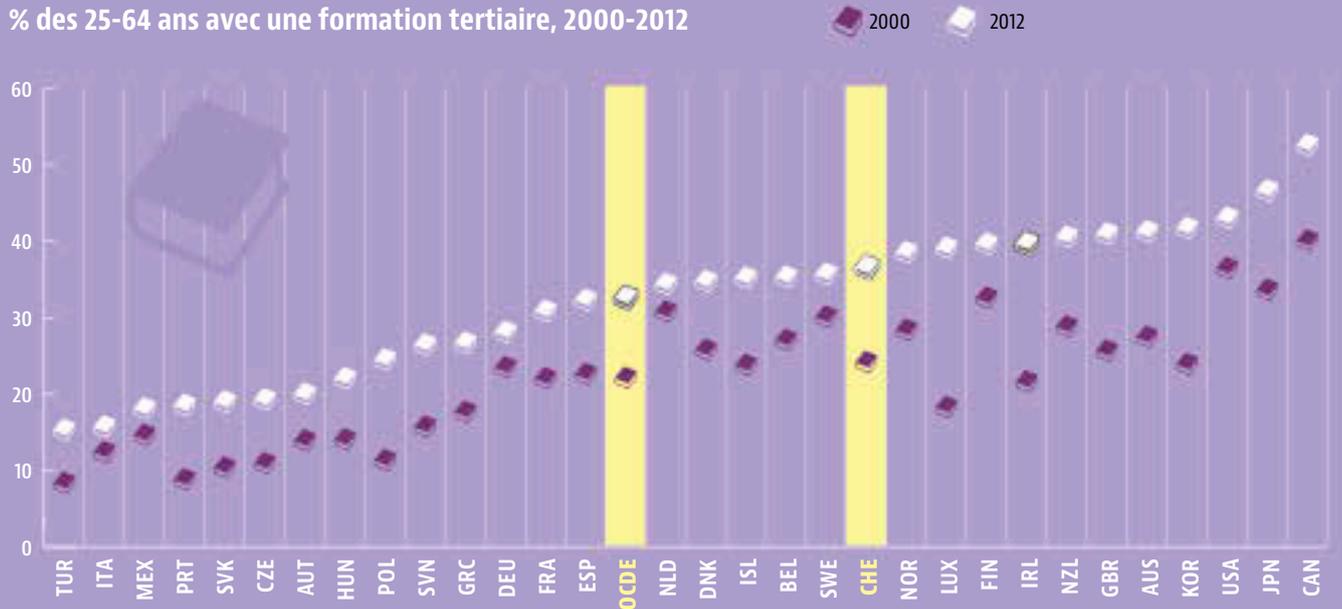
Le manque de compétences ne fait qu'accroître le risque de chômage — même à niveau de formation égal. Dans les 24 pays et entités infranationales qui ont participé à l'Évaluation des compétences des adultes, les adultes dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire sont, en moyenne, 5.8 % à être au chômage s'ils sont modérément compétents en littératie, mais 8.0 % s'ils sont peu compétents en littératie, selon les chiffres de 2012. Il en va de même parmi les diplômés de l'enseignement tertiaire : 3.9 % des moins performants en littératie sont au chômage, contre 2.5 % des plus performants.

Les chiffres sur les revenus du travail révèlent également que les écarts se creusent entre ceux qui ont de l'instruction et ceux qui n'en ont pas. Dans les pays de l'OCDE, les adultes diplômés de l'enseignement tertiaire gagnent environ 70 % de plus, en moyenne, que ceux qui sont diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les différences de compétence ont aussi un impact sur les revenus, même parmi les individus ayant le même niveau de formation : les adultes diplômés de l'enseignement tertiaire qui sont les plus performants en littératie selon l'Évaluation des compétences des adultes gagnent, en moyenne, quelque 45 % de plus que les adultes diplômés du même niveau de formation mais comptant parmi les moins performants en littératie.

Statistiques

Plus d'adultes ont une formation tertiaire

% des 25-64 ans avec une formation tertiaire, 2000-2012



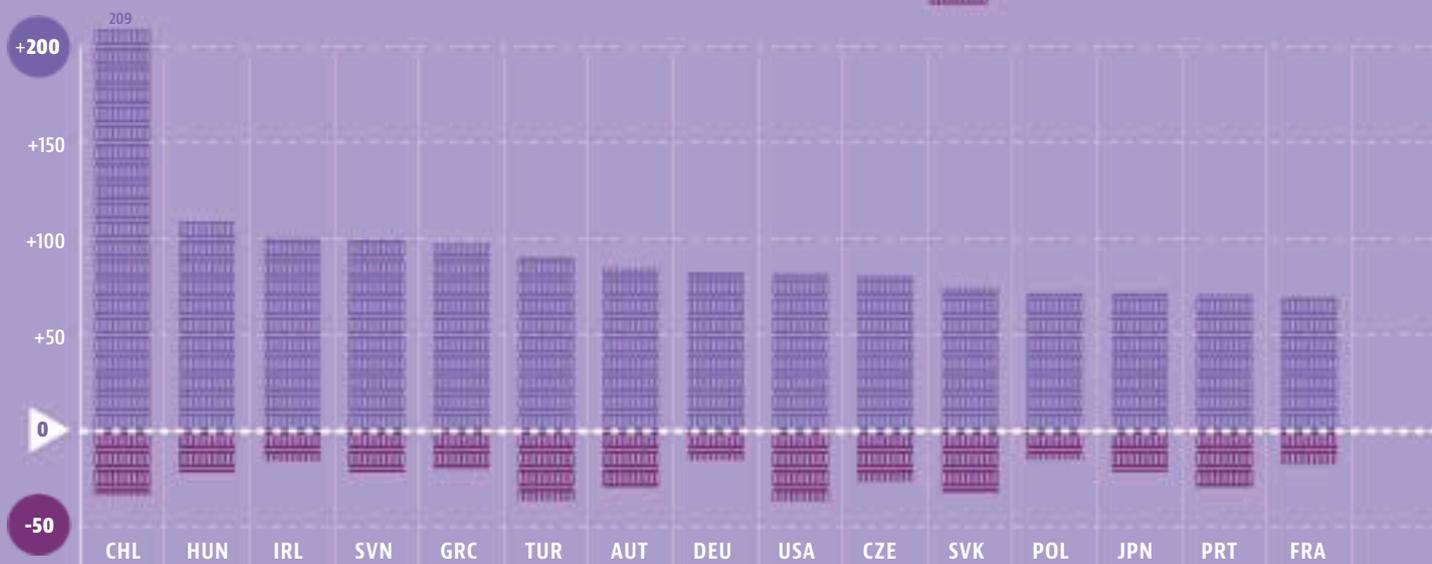
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933114951>

Revenus relatifs par niveau de formation

Gain ou perte par rapport au deuxième cycle du secondaire, 2012

Les 25-64 ans avec un revenu du travail

- Études tertiaires et programmes de recherche de haut niveau
- Deuxième cycle du secondaire
- Inférieur au deuxième cycle du secondaire



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933116205>

Taux d'emploi par niveau de formation

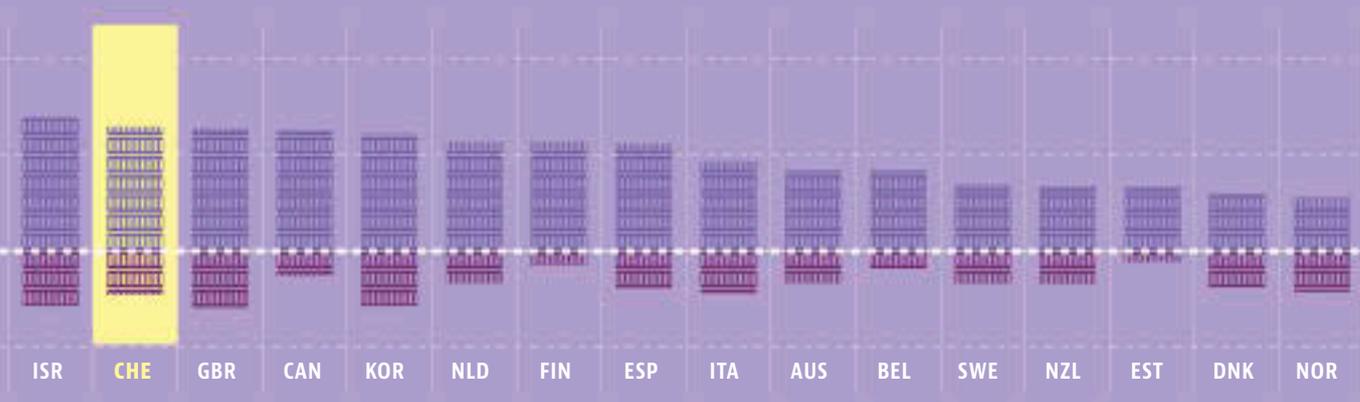
% des 25-64 ans employés, 2012

Les pays sont classés par ordre décroissant du taux d'emploi des 25-64 ans de formation tertiaire



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933115958>

Codes ISO	AUS Australie	CZE République tchèque	GRC Grèce	KOR Corée	NOR Norvège	ESP Espagne
	AUT Autriche	DNK Danemark	HUN Hongrie	LVA Lettonie	POL Pologne	SWE Suède
	BEL Belgique	EST Estonie	ISL Islande	LUX Luxembourg	PRT Portugal	CHE Suisse
	BRA Brésil	FIN Finlande	IRL Irlande	MEX Mexique	RUS Fédération de Russie	TUR Turquie
	CAN Canada	FRA France	ITA Italie	NLD Pays-Bas	SVK République slovaque	GBR Royaume-Uni
	CHL Chili	DEU Allemagne	ISR Israël	NZL Nouvelle-Zélande	SVN Slovénie	USA États-Unis



Importance croissante de l'éducation et des compétences

En matière de formation, la mobilité ascendante absolue est plus courante que la mobilité descendante dans la plupart des pays

Avec le développement des systèmes d'éducation dans de nombreux pays de l'OCDE, à la fois dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, l'enseignement post-secondaire non tertiaire et l'enseignement tertiaire, les 25-34 ans ont désormais la possibilité d'atteindre un niveau de formation supérieur à celui de leurs parents. En moyenne, dans les pays de l'OCDE qui ont participé à l'édition de 2012 de l'Évaluation des compétences des adultes, organisée dans le cadre du Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC), 32 % des jeunes ont dépassé le niveau de formation de leurs parents, et 16 % seulement d'entre eux ne l'ont pas atteint. Dans tous les pays sauf en Allemagne, en Estonie, en Norvège et en Suède, la mobilité ascendante absolue est plus courante que la mobilité descendante en matière de formation. Le développement de l'éducation a été particulièrement prononcé en Corée, en Espagne, en Fédération de Russie, en France, en Irlande et en Italie, où un écart égal ou supérieur à 30 points de pourcentage s'observe entre la mobilité ascendante et la mobilité descendante en matière de formation.

Autres faits marquants

Les 25-34 ans sont désormais près de 40 % à être diplômés de l'**enseignement tertiaire**, soit 15 points de pourcentage de plus que parmi les 55-64 ans.

Le pourcentage d'adultes les plus **performants en littératie** augmente, en moyenne, de 10 points de pourcentage entre les plus âgés et les plus jeunes.

Dans une majorité des pays de l'OCDE, la plupart des enfants sont désormais scolarisés bien avant l'âge de 5 ans. Dans les pays de l'OCDE, plus de trois quarts des enfants âgés de 4 ans (84 %) fréquentent un **établissement préprimaire ou primaire** ; c'est le cas pour 89 % des enfants de cet âge dans les pays de l'OCDE qui sont membres de l'Union européenne.

Quelque 72 % des élèves qui entament une formation dans le **deuxième cycle de l'enseignement secondaire** la réussissent sans en dépasser la durée théorique. Si l'on donne deux ans de plus aux élèves pour terminer leur formation dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, 87 % des élèves réussissent leur formation dans les deux ans qui suivent l'année théorique d'obtention de ce diplôme, en moyenne, dans les pays de l'OCDE.

En 2012, 49 % des 15-29 ans étaient scolarisés, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Parmi les 51 % restants, 36 % occupaient un emploi, 7 % étaient au chômage et 8 % étaient inactifs.

C'est dans l'enseignement tertiaire et, dans une moindre mesure, dans l'enseignement préprimaire que les parts privées du financement des établissements sont les plus élevées : elles s'établissent respectivement à 31 % et à 19 %. Tous niveaux d'enseignement confondus, le **financement public** des établissements d'enseignement a augmenté entre 2000 et 2011 dans tous les pays dont les données sont comparables (sauf en Italie). Toutefois, le **financement privé** a augmenté à un rythme plus soutenu encore dans plus de trois quarts des pays à l'étude, sous l'effet de l'accroissement du nombre de ménages qui partagent les coûts de l'éducation.

Si la part des **dépenses publiques** consacrée à l'éducation a diminué dans deux tiers des pays entre 2005 et 2011, entre 2008 et 2011 – soit au plus fort de la crise économique –, les dépenses publiques ont augmenté à un rythme plus soutenu (ou ont diminué à un rythme moins soutenu) au titre de l'éducation qu'au titre d'autres domaines de l'action publique dans 16 des 31 pays dont les données sont disponibles.

Un master est requis pour **enseigner dans l'enseignement** préprimaire dans 4 pays seulement sur les 35 dont les données sont disponibles, mais l'est pour enseigner des matières générales dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans 22 des 36 pays dont les données sont disponibles.

Le **développement professionnel** est obligatoire **pour les enseignants** à tous les niveaux d'enseignement dans les trois quarts environ des pays de l'OCDE et des pays partenaires dont les données sont disponibles. Il est obligatoire pour tous les enseignants en poste dans le premier cycle de l'enseignement secondaire dans 17 pays et conditionne les promotions ou les augmentations de salaire dans 8 pays, mais est facultatif dans 6 pays.

En 2012, plus de 4.5 millions d'étudiants suivaient une formation tertiaire dans un pays dont ils n'étaient pas ressortissants. C'est en Australie, en Autriche, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Suisse que les **étudiants en mobilité internationale** sont les plus nombreux en pourcentage de l'effectif total d'étudiants de l'enseignement tertiaire.

GRAND ANGLE

- *Résultats de TALIS 2013 : Une perspective internationale sur l'enseignement et l'apprentissage*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264214293-fr>
- *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 : Premiers résultats de l'Évaluation des compétences des adultes*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264204096-fr>
- *Les grandes mutations qui transforment l'éducation 2013*
DOI: http://dx.doi.org/10.1787/trends_edu-2013-fr

LA SOURCE



Les textes et graphiques sont adaptés de l'OCDE (2014), *Indicateurs de croissance verte 2014*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/2222954x>

Évaluation des progrès vers une croissance verte

Les indicateurs de croissance verte de l'OCDE aident les pouvoirs publics à concevoir des politiques visant à favoriser la croissance et le développement économiques tout en s'assurant que le patrimoine naturel continue de fournir les ressources et les services environnementaux à la base de notre bien-être. La crise économique et financière mondiale a allégé quelque peu les pressions sur l'environnement. Cependant, avec le retour de la croissance économique, il existe un risque que ces pressions s'intensifient et dépassent rapidement les niveaux d'avant-crise.

Les indicateurs de croissance verte de l'OCDE sont organisés autour de quatre objectifs principaux : développer une économie reposant sur de faibles émissions de carbone et une utilisation rationnelle des ressources ; maintenir le patrimoine naturel ; améliorer la qualité de vie des individus ; mettre en œuvre des mesures politiques appropriées et tirer profit des perspectives économiques offertes par la croissance verte. **Six indicateurs clés** visent à communiquer les éléments fondamentaux de la croissance verte de manière équilibrée : la productivité du carbone et des matériaux, la productivité multifactorielle ajustée pour tenir compte de l'environnement, un indicateur des ressources naturelles, les changements dans l'utilisation et la couverture des sols et l'exposition de la population à la pollution atmosphérique.

La crise économique et financière mondiale a allégé quelque peu les pressions sur l'environnement. Cependant, avec le retour de la croissance économique, ces pressions s'intensifieront et dépasseront rapidement les niveaux d'avant-crise, à moins que les pouvoirs publics ne renforcent les politiques existantes. Des efforts encore plus importants sont requis pour accroître l'efficacité de l'utilisation de l'énergie et des ressources naturelles afin de remédier aux dommages causés à l'environnement, maintenir le patrimoine naturel et améliorer la qualité de vie des individus. Cela nécessite une action concertée des ministères des finances, de l'économie, de l'industrie et de l'agriculture entre autres, dont les politiques affectent l'environnement et qui sont susceptibles de promouvoir la croissance verte. La création d'un capital humain, par le biais du développement de l'éducation et des compétences, sera fondamentale.

Devenons-nous plus efficaces en utilisant des ressources naturelles et les services fournis par l'environnement ?

Au cours des 20 dernières années, la productivité environnementale des économies de l'OCDE en termes de **carbone, d'énergie et de matériaux** a augmenté, mais avec de fortes variations entre les pays et les secteurs. Les émissions de dioxyde de carbone et l'utilisation de combustibles fossiles ont été dissociées de la croissance économique et les énergies renouvelables jouent un rôle croissant dans les efforts réalisés pour diversifier et décarboniser l'approvisionnement en énergie. À l'heure actuelle, les pays de l'OCDE génèrent une valeur économique par unité de ressources matérielles utilisée plus importante qu'en 1990 et les efforts engagés pour recycler les déchets commencent à porter leurs fruits. L'utilisation d'éléments nutritifs dans l'agriculture s'améliore également par une réduction des surplus de production.

Ces améliorations sont dues à une combinaison de facteurs : action politique ; ralentissement de l'activité économique suite à la crise ; montée en puissance du secteur des services, délocalisation de la production nécessitant beaucoup de ressources et débouchant sur une pollution importante et hausse des volumes d'échanges.

Dans de nombreux domaines, les gains de productivité sont faibles et les pressions environnementales restent élevées : les émissions de carbone continuent d'augmenter ; les combustibles fossiles continuent de dominer le bouquet énergétique, bénéficiant parfois de l'aide du gouvernement ; la consommation de ressources matérielles pour soutenir la croissance économique reste importante et de nombreux matériaux valorisables continuent d'être éliminés en tant que déchets.

Statistiques

Pollution atmosphérique urbaine

Exposition moyenne des individus aux petites particules (PM10), $\mu\text{g}/\text{m}^3$

 1990
  2010
  Seuil OMS (moyenne annuelle de 20 $\mu\text{g}/\text{m}^3$)

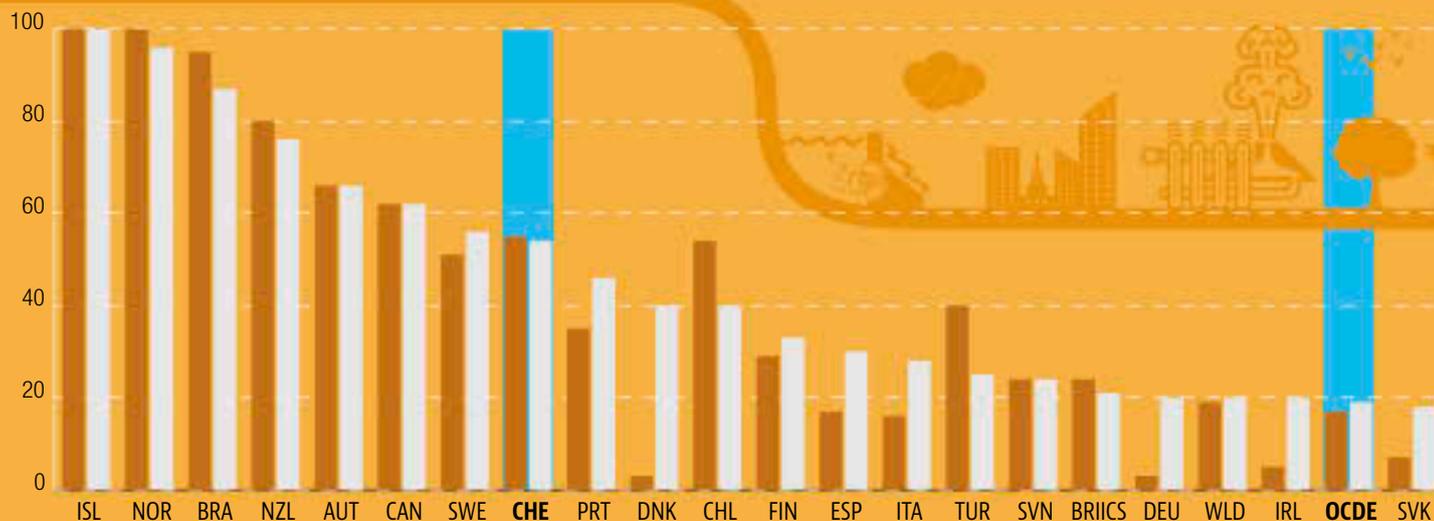


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932925654>

Part des énergies renouvelables dans la production d'électricité

% des énergies renouvelables dans la production d'électricité

 1990
  2011

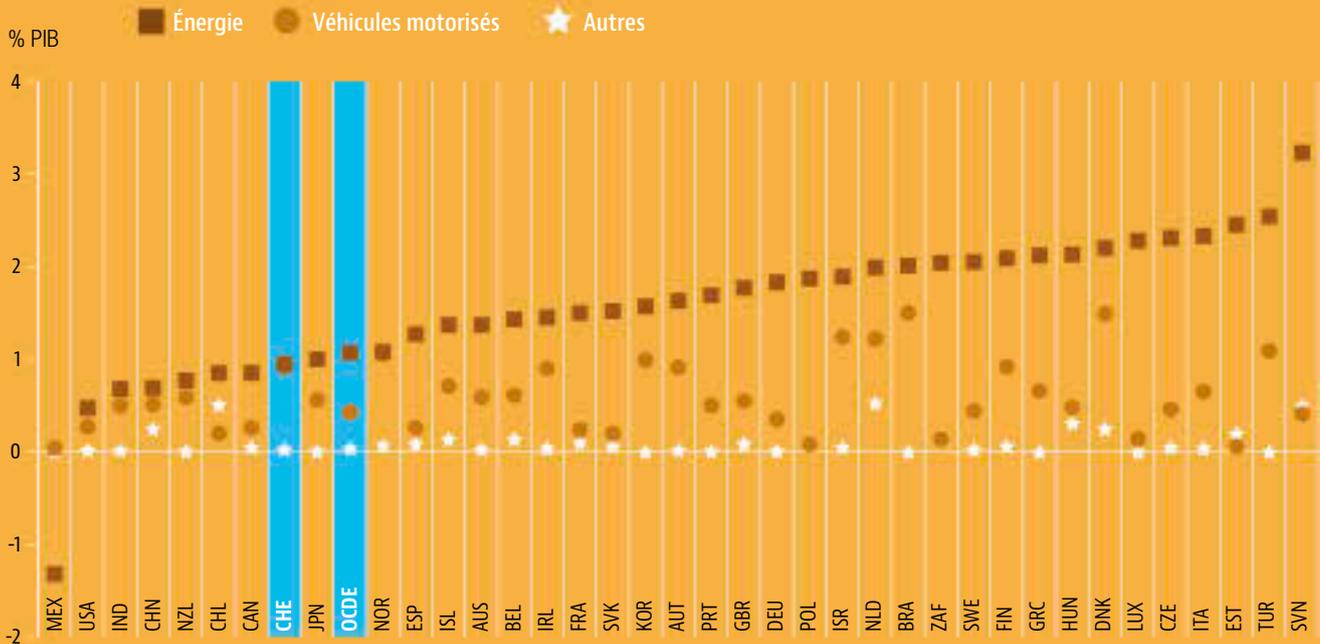


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932925255>

L'utilisation de taxes environnementales reste limitée dans de nombreux pays

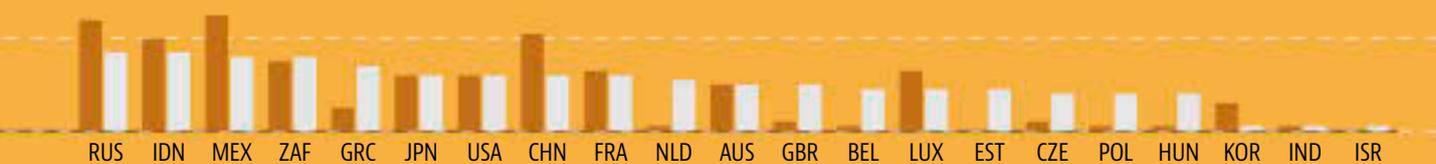
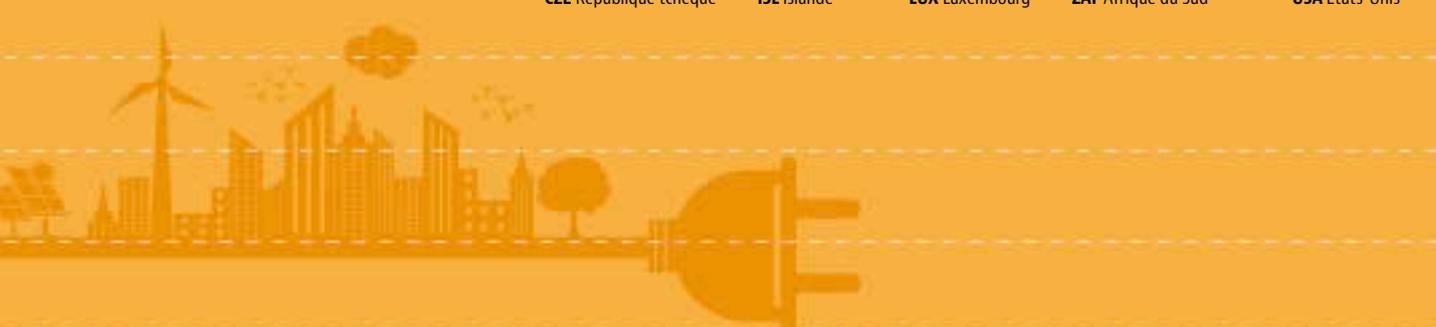
Répartition des recettes fiscales environnementales en % du PIB, 2012

Trié par ordre croissant, Énergie



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932925825>

- | | | | | |
|-------------------------------|----------------------|-----------------------|---------------------------------|--------------------------------|
| AUS Australie | DNK Danemark | IND Inde | MEX Mexique | SVK République slovaque |
| AUT Autriche | EST Estonie | IDN Indonésie | NLD Pays-Bas | SVN Slovénie |
| BEL Belgique | FIN Finlande | IRL Irlande | NZL Nouvelle-Zélande | ESP Espagne |
| BRA Brésil | FRA France | ISR Israël | NOR Norvège | SWE Suède |
| CAN Canada | DEU Allemagne | ITA Italie | POL Pologne | CHE Suisse |
| CHL Chili | GRC Grèce | JPN Japon | PRT Portugal | TUR Turquie |
| CHN Chine | HUN Hongrie | KOR Corée | RUS Fédération de Russie | GBR Royaume-Uni |
| CZE République tchèque | ISL Islande | LUX Luxembourg | ZAF Afrique du Sud | USA États-Unis |



Évaluation des progrès vers une croissance verte

Le patrimoine naturel de nos économies est-il maintenu ?

Les informations disponibles pour évaluer les biens naturels des pays sont incomplètes et de qualité variable. Des progrès ont été réalisés en termes quantitatifs avec la gestion des ressources naturelles renouvelables. La **production piscicole** mondiale issue de la pêche maritime s'est stabilisée ; l'utilisation commerciale des **ressources forestières** se maintient ; et le captage de **ressources en eau douce** renouvelables reste stable malgré la demande croissante.

La pression générale sur les ressources naturelles reste néanmoins élevée et des difficultés de taille persistent en ce qui concerne la qualité des ressources naturelles, les services écosystémiques offerts et leur gestion intégrée. Les zones riches en biodiversité sont en déclin et de nombreux écosystèmes sont dégradés. Les menaces qui pèsent sur la **biodiversité** sont particulièrement importantes dans les pays à forte densité de population, où l'utilisation des sols évolue et où le développement des infrastructures entraîne une fragmentation croissante des habitats naturels.

De nombreuses **espèces animales et végétales** sont en danger ; un tiers du stock mondial de poissons est surexploité et une grande partie des **forêts** est menacée de dégradation, fragmentation et conversion en d'autres types de terres. Les pressions sur les ressources en eau restent élevées ; dans certains cas la rareté locale en eau peut limiter l'activité économique.

Les individus profitent-ils des améliorations environnementales ?

La plupart des habitants des pays de l'OCDE bénéficient de l'assainissement et près de 80 %, du traitement des eaux usées. L'exposition humaine à la pollution atmosphérique due au dioxyde de soufre et aux particules en suspension diminue. Dans le même temps, l'ozone troposphérique, les oxydes d'azote et les particules très fines continuent d'affecter la santé de la population. Les estimations de la pollution atmosphérique en termes de coûts dans les pays de l'OCDE indiquent que les bénéfices d'une réduction supplémentaire de la pollution seraient considérables. Des difficultés persistent également en ce qui concerne les travaux d'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et des réseaux d'assainissement et l'accès à un traitement des eaux usées efficace dans des localités isolées ou de taille réduite.

La croissance verte génère-t-elle des opportunités économiques ?

Les pays intensifient leurs efforts en terme de mise en œuvre de politiques de croissance verte par leur soutien aux nouvelles technologies et à l'innovation et par l'usage d'instruments économiques. Des informations similaires sur les opportunités économiques, en termes d'emplois et de compétitivité, résultant des politiques de croissance verte, restent cependant bien rares. Les aspects dynamiques de la croissance économique sont statistiquement difficiles à recenser et de nombreux efforts de

mesure ont été axés sur les « activités écologiques » plutôt que sur la « transformation écologique » de l'économie et les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les secteurs produisant des **biens et services environnementaux** détiennent une part croissante (certes modeste) de l'économie. Les dépenses publiques en **R&D** dédiées à l'environnement et à l'efficacité énergétique ont augmenté, comme la part des brevets dits écologiques. L'utilisation de **taxes environnementales** s'intensifie mais reste limitée par rapport aux impôts sur la main-d'œuvre. Le volume d'aide aux agriculteurs créant la plus grande pression sur l'environnement a diminué, tandis que les exigences environnementales ont augmenté.

Les **flux financiers internationaux** favorisant la croissance verte évoluent. Tandis que les **marchés du carbone** reculent à cause de la crise financière et de la diminution de la production industrielle, de nouvelles opportunités sont apparues dans le secteur de l'énergie propre, au sein duquel les flux d'investissement internationaux ont dépassé l'investissement dans les combustibles fossiles. De nouvelles opportunités sont également apparues avec l'émission d'**obligations vertes** par les établissements financiers et l'accès facilité à l'investissement privé par les **organismes de crédit à l'exportation** pour des projets soumis à une étude d'impact environnemental. L'**aide au développement** à des fins environnementales continue d'augmenter et l'aide destinée à l'énergie renouvelable a dépassé celle accordée pour les énergies non renouvelables.

Cependant, une grande part du développement n'intervient qu'en marge et les politiques manquent souvent de cohérence, freinant ainsi la transition vers la croissance verte. Les pays continuent d'apporter leur **soutien à la production de combustibles fossiles** et à leur consommation sous différentes formes. De plus, les changements en matière de taux **d'imposition de l'énergie**, les faibles niveaux de taxation des combustibles à fort impact environnemental et les exonérations de taxe pour les combustibles utilisés dans certains secteurs freinent la transition vers une économie à faible émission de carbone. Les réformes offrirait d'importantes opportunités pour les pays de générer davantage de recettes fiscales tout en atteignant des objectifs environnementaux de manière plus rentable.

GRAND ANGLE

- *Towards Green Growth in Southeast Asia*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264224100-en>
- *Moyens d'action au service de la croissance verte en agriculture*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264204140-fr>
- *Examens environnementaux de l'OCDE*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/19900112>

LA SOURCE



Les textes et graphiques sont adaptés de l'OCDE et de la FAO (2014), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2014-2023*, Éditions OCDE
 DOI: http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2014-fr

Perspectives agricoles - nourrir la planète

Les secteurs de l'agriculture et de la pêche seront en mesure de satisfaire la demande mondiale au cours des 10 prochaines années. La hausse des revenus, l'urbanisation ainsi que de nouvelles habitudes alimentaires vont renforcer la transition vers une alimentation plus riche en protéines, en matières grasses et en sucres. Les prix vont augmenter tout en restant en dessous des niveaux historiquement élevés. Avec un régime alimentaire principalement végétarien, de vastes terres arables, et une société qui s'urbanise lentement, l'Inde représente une combinaison de possibilités et d'enjeux particuliers. Dans ce contexte, la production et la consommation de produits alimentaires par habitant devraient continuer de croître.

Les prix internationaux des principaux produits végétaux sont redescendus très en dessous des sommets atteints dernièrement, notamment du fait des récoltes exceptionnelles de 2013/14. Ceux de la viande et des produits laitiers s'établissent pour leur part à des niveaux inédits, surtout parce que la production n'a pas tenu ses promesses en 2013. Après s'être hissés à des niveaux sans précédent en 2011, les prix mondiaux de l'éthanol et du biodiesel ont continué de baisser compte tenu d'une offre abondante.

La demande de produits agricoles devrait rester ferme, mais elle progressera à un rythme plus lent qu'au cours de la décennie écoulée. Les céréales restent au cœur de l'alimentation humaine, bien que la hausse des revenus, l'urbanisation et l'évolution des habitudes alimentaires concourent à la transition vers des régimes plus riches en protéines, en matières grasses et en sucre.

Pendant les dix ans qui viennent, **la production des secteurs de l'élevage et des biocarburants** devrait s'accroître plus vite que celle du **secteur des cultures**. Cette modification structurelle de la production agricole mondiale favorisera les céréales secondaires et les graines oléagineuses, dont les tonnages vont augmenter pour répondre à la demande de produits destinés à l'alimentation humaine ou animale et à la demande de biocarburants, au détriment de cultures vivrières de base comme le blé et le riz. La majeure partie de la production supplémentaire proviendra des régions où des facteurs déterminants comme les superficies et l'eau disponibles, de même que les réglementations, seront les moins contraignants.

Les prix des végétaux devraient diminuer pendant encore un ou deux ans, avant de se stabiliser à des niveaux qui resteront supérieurs à ceux de la période antérieure à 2008, mais nettement inférieurs aux niveaux records atteints récemment. On s'attend à une hausse des prix de la viande, des produits laitiers et des produits halieutiques et aquacoles. Toutefois, en termes réels, les prix des produits végétaux comme des produits animaux devraient diminuer à moyen terme. S'agissant des céréales, les ratios stocks/consommation prévus sont en nette hausse, ce qui devrait atténuer les craintes liées à la volatilité de leur prix.

La production mondiale de poissons, mollusques et crustacés se caractérisera avant tout par la progression de l'aquaculture dans les pays en développement. Les coûts demeurant élevés et la demande ferme, les prix resteront très au-dessus de leurs moyennes passées, freinant la croissance de la consommation pendant la décennie à venir.

L'augmentation de la production sera principalement imputable aux pays d'Asie et d'Amérique latine. **Les échanges** vont continuer de progresser, mais à un rythme plus lent que durant la décennie précédente. Le continent américain va renforcer sa position de première région exportatrice, en valeur comme en volume, tandis que l'Afrique et l'Asie vont accroître leurs importations nettes pour répondre à la hausse de la demande.

Les récentes réformes des politiques touchant les secteurs de l'agriculture et de la pêche permettent aux facteurs

Statistiques

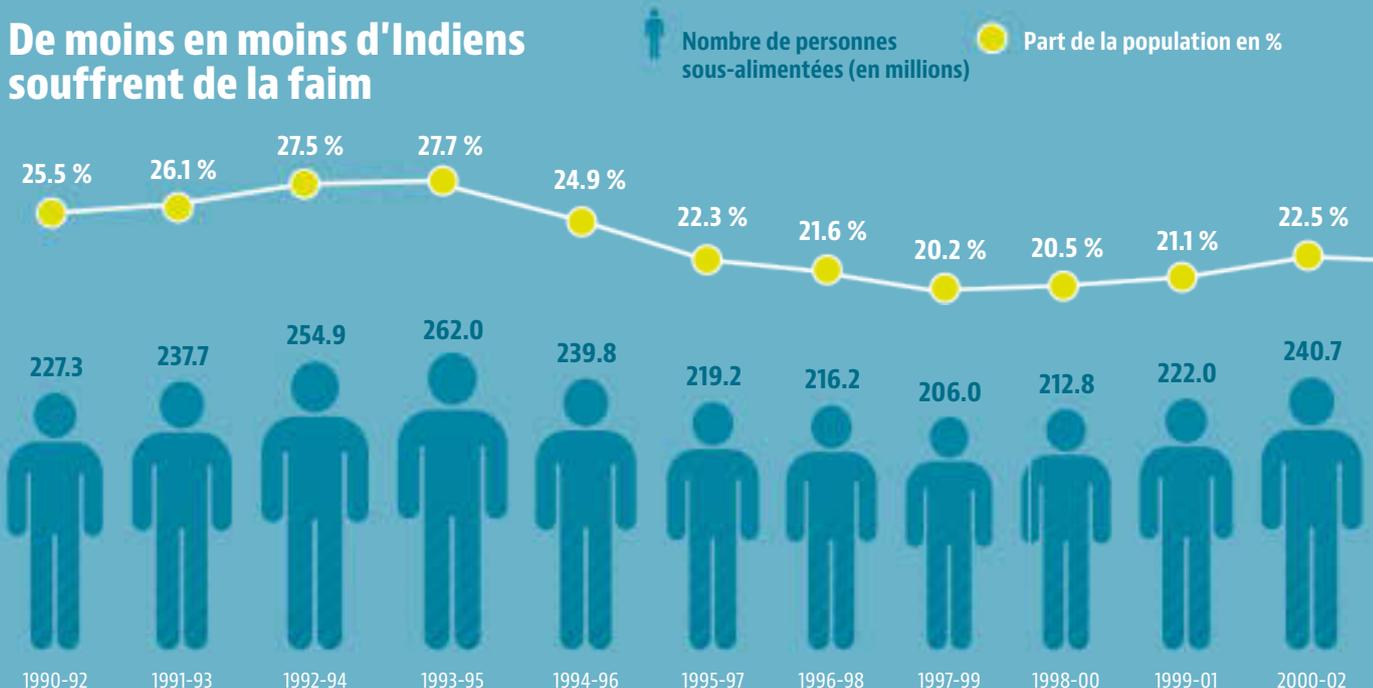
Les prix des aliments sont plus instables dans les pays en développement

Inflation des prix réels des produits alimentaires



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933098725>

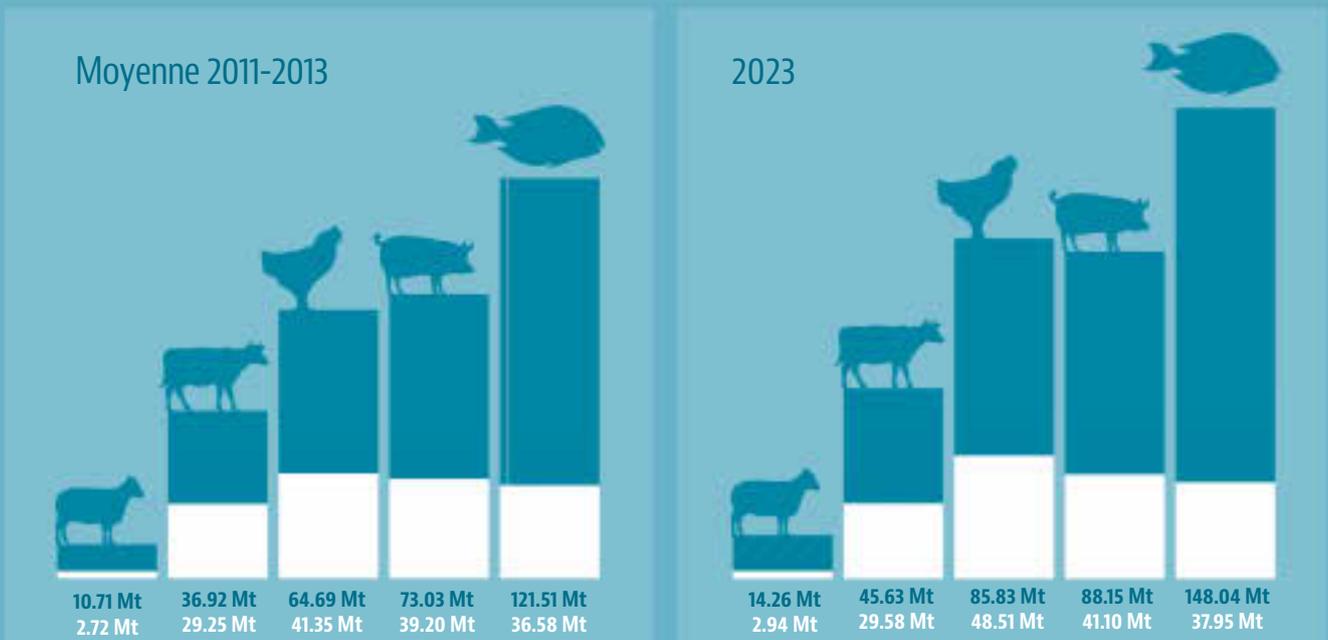
De moins en moins d'Indiens souffrent de la faim



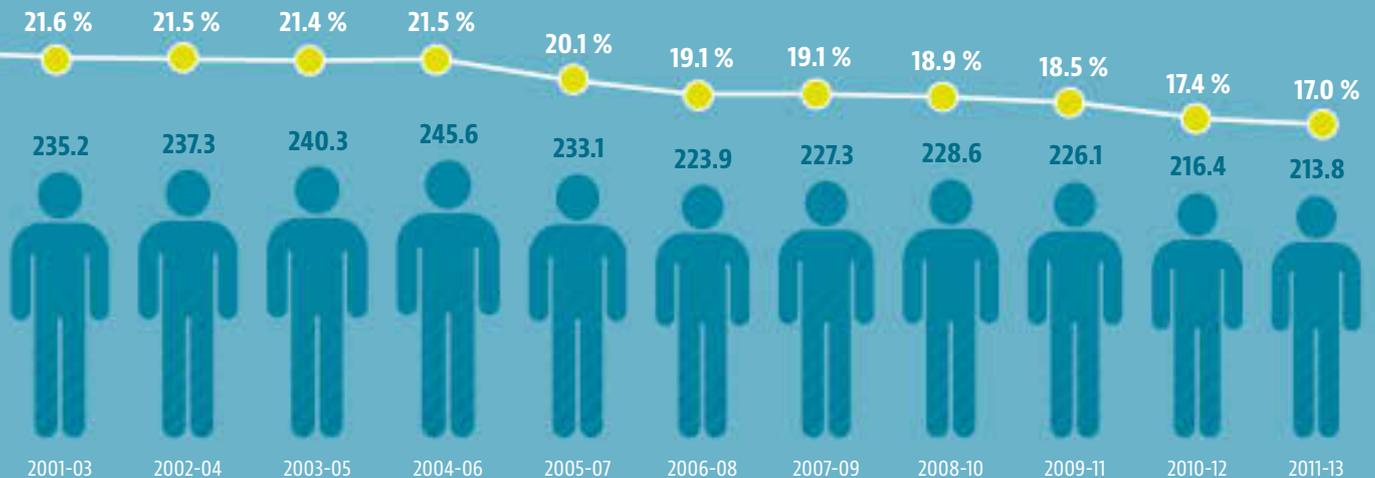
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933099067>

Les pays en développement consomment plus de viande et de poisson

● Développé ● En développement Mt = millions de tonnes



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933102563>



Perspectives agricoles - nourrir la planète

fondamentaux de l'offre et de la demande d'être désormais plus sensibles aux signaux du marché. Cependant, l'offre comme la demande restent influencées par l'action menée par les pouvoirs publics pour soutenir les producteurs, constituer des stocks publics et favoriser les biocarburants, entre autres. De nouveaux remaniements sont en cours. La loi sur l'agriculture de 2014, aux États-Unis, et la réforme de 2013 de la politique agricole commune, dans l'Union européenne, ont été adoptées l'année dernière, mais elles ne sont pas prises en considération dans les présentes projections car les modalités de leur mise en œuvre ne sont pas encore arrêtées dans le détail.

L'essentiel par produit d'ici 2023

Céréales : les prix mondiaux des principales céréales fléchiront au début de la période de projection, stimulant de ce fait les échanges mondiaux. Les stocks devraient augmenter, notamment ceux de riz en Asie qui devraient atteindre des niveaux records.

Oléagineux : la part des superficies en oléagineux dans le monde va continuer de croître, mais à un rythme plus lent car la demande soutenue d'huiles végétales va faire monter les prix.

Sucre : après avoir diminué fin 2013, les prix internationaux du sucre vont se redresser sous l'effet d'une forte demande mondiale. Les exportations du Brésil, premier exportateur mondial, seront fonction du marché de l'éthanol.

Viande : la fermeté de la demande d'importations des pays d'Asie, ainsi que la reconstitution du cheptel entamée en Amérique du Nord, favoriseront une hausse des prix de la viande, ceux de la viande bovine atteignant des niveaux records. Au cours de la période de projection, la volaille deviendra la viande la plus consommée, devançant la viande de porc.

Produits laitiers : les prix fléchiront légèrement par rapport à leurs niveaux actuellement élevés, en raison d'un accroissement constant de la productivité dans les principaux pays producteurs et du retour de la croissance en Chine. Dépassant l'Union européenne, l'Inde deviendra le premier producteur mondial de lait et exportera des quantités considérables de lait écrémé en poudre pendant la période de projection.

Produits halieutiques et aquacoles : l'accroissement de la production aquacole sera concentré en Asie. L'aquaculture fait partie des secteurs alimentaires qui se développent le plus vite et sa production destinée à la consommation humaine dépassera celle de la pêche en 2014.

Biocarburants : la consommation et la production de biocarburants, notamment d'éthanol fabriqué avec du sucre et du biodiesel, devraient croître de plus de 50 %. Le prix de l'éthanol montera parallèlement à celui du pétrole brut, tandis que celui du biodiesel suivra plus étroitement l'évolution du prix des huiles végétales.

Coton : l'écoulement prévu des stocks mondiaux accumulés va stimuler la consommation en faisant baisser les prix, avant que ceux-ci ne remontent à l'horizon 2023.

L'Inde à l'honneur

La présente édition des Perspectives agricoles braque les projecteurs sur l'Inde, deuxième pays le plus peuplé du monde,

doté du plus grand nombre d'agriculteurs, mais où l'insécurité alimentaire est la plus répandue. **Elle décrit un scénario relativement optimiste**, selon lequel la production et la consommation alimentaires devraient continuer d'augmenter dans le pays, notamment grâce aux secteurs à forte valeur ajoutée.

La nouvelle loi sur la sécurité alimentaire nationale comporte les dispositions les plus ambitieuses de l'histoire en matière de droit à l'alimentation. Elle prévoit de vendre des céréales subventionnées (à un prix inférieur d'environ 90 % au prix de détail) à plus de 800 millions de personnes. Sa mise en œuvre constitue un défi majeur.

Les subventions visant à encourager un recours accru aux engrais, aux pesticides, aux semences, à l'irrigation, à l'électricité et au crédit, conjuguées aux prix de soutien du marché, ont favorisé une forte croissance annuelle de la production agricole au cours de la décennie écoulée. Ces mesures vont continuer de stimuler la hausse de la production, permettant à l'agriculture indienne d'accroître notablement l'offre par habitant, encore que les pressions de plus en plus fortes exercées sur les ressources réduisent les taux de croissance absolus au cours de la décennie à venir.

Tout en demeurant en grande partie végétarienne, l'alimentation va connaître une diversification en Inde. La consommation de céréales devrait augmenter, mais la consommation accrue de lait et de produits laitiers, de légumineuses, de fruits et de légumes contribuera à améliorer les apports de nutriments. Le poisson constituera aussi une source grandissante de protéines et la consommation de viande se développera fortement, tout en restant parmi les plus faibles du monde.

Les principales incertitudes résident dans la performance macroéconomique de l'Inde, la pérennité de la croissance des rendements et la viabilité des programmes publics.

Note sur les hypothèses macroéconomiques

Du point de vue macroéconomique, les présentes Perspectives tablent sur une croissance moyenne du PIB de 2.2 % par an dans les pays de l'OCDE. Les perspectives économiques de beaucoup d'économies émergentes sont solides, mais légèrement revues à la baisse par rapport à la décennie écoulée. La plupart des économies africaines affichent une croissance soutenue. Une hausse du dollar des États-Unis influencera la compétitivité de nombreux pays. Le prix du pétrole brut est supposé atteindre 147 USD par baril en 2023.

GRAND ANGLE

• **Compendium des indicateurs agro-environnementaux de l'OCDE**

DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264181243-fr>

• **Climate Change, Water and Agriculture: Towards Resilient Systems**

DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264209138-en>

• **Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014 : Pays de l'OCDE**

DOI: http://dx.doi.org/10.1787/agr_pol-2014-fr

LA SOURCE



Les textes et graphiques sont adaptés de l'OCDE (2014), *Perspectives du développement mondial 2014 : Accroître la productivité pour relever le défi du revenu intermédiaire*, Éditions OCDE

DOI: http://dx.doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2014-fr

Productivité : Le nouveau défi à relever



La croissance rapide des économies émergentes risque de stagner en l'absence d'actions visant à accroître la productivité

De nombreux pays à revenu intermédiaire ne sont pas en situation de converger vers le revenu par habitant des pays de l'OCDE : la forte croissance enregistrée au cours d'une bonne partie de la décennie écoulée a sensiblement accru la part des pays en développement dans l'économie mondiale. Toutefois, ce processus de « basculement de la richesse » permettra-t-il à ces pays de parvenir à terme à converger vers le niveau de revenu moyen par habitant des pays de l'OCDE ? Après une longue période de progression spectaculaire, les taux de croissance ont commencé à ralentir dans quelques pays à revenu intermédiaire. Aux taux de croissance moyens de la période 2000-2012, plusieurs pays à revenu intermédiaire n'arriveront pas à converger d'ici 2050 vers le niveau de revenu moyen de la zone OCDE. Le tassement observé en Chine, dont la croissance rapide avait jusqu'ici bénéficié à ses voisins et fournisseurs, en particulier aux exportateurs de ressources naturelles, pose la question avec d'autant plus d'acuité.

La croissance de la productivité est essentielle : au cours de la transition qui fait progresser les pays à faible revenu vers le statut de pays à revenu intermédiaire, la productivité est stimulée par le redéploiement de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers ceux à plus forte productivité. Ce redéploiement peut continuer d'être un important facteur, même dans des pays à revenu intermédiaire, par exemple l'Inde ou l'Indonésie. Lorsque le processus ralentit, il convient toutefois de reporter l'attention sur les gains de productivité à l'intérieur des secteurs. Une telle évolution est visible dans la croissance de la productivité globale des pays de l'OCDE. Elle l'est également en Chine, où la productivité s'est accrue dans nombre d'industries manufacturières qui ont puisé dans les connaissances mondiales issues de l'investissement direct étranger et de l'importation de biens d'équipement et de composants.

La productivité n'augmente que lentement : pour une convergence durable, la croissance de la productivité doit s'accélérer. Au cours de la décennie écoulée, l'accroissement de la productivité n'a que marginalement contribué à la croissance économique dans nombre de pays à revenu intermédiaire. Elle n'a pas suffi à réduire significativement le très ample écart de productivité qui les sépare des pays avancés. Au Brésil, au Mexique et en Turquie, l'écart s'est même creusé. À l'inverse, la Chine a enregistré des gains de productivité impressionnants : environ 10 % par an pour la productivité du travail et plus de 7 % pour la productivité totale des facteurs (PTF), dans l'industrie manufacturière et les services. L'Inde a connu une très forte croissance de la PTF au cours de la dernière décennie, même si l'écart qui la sépare des économies avancées est encore substantiel.

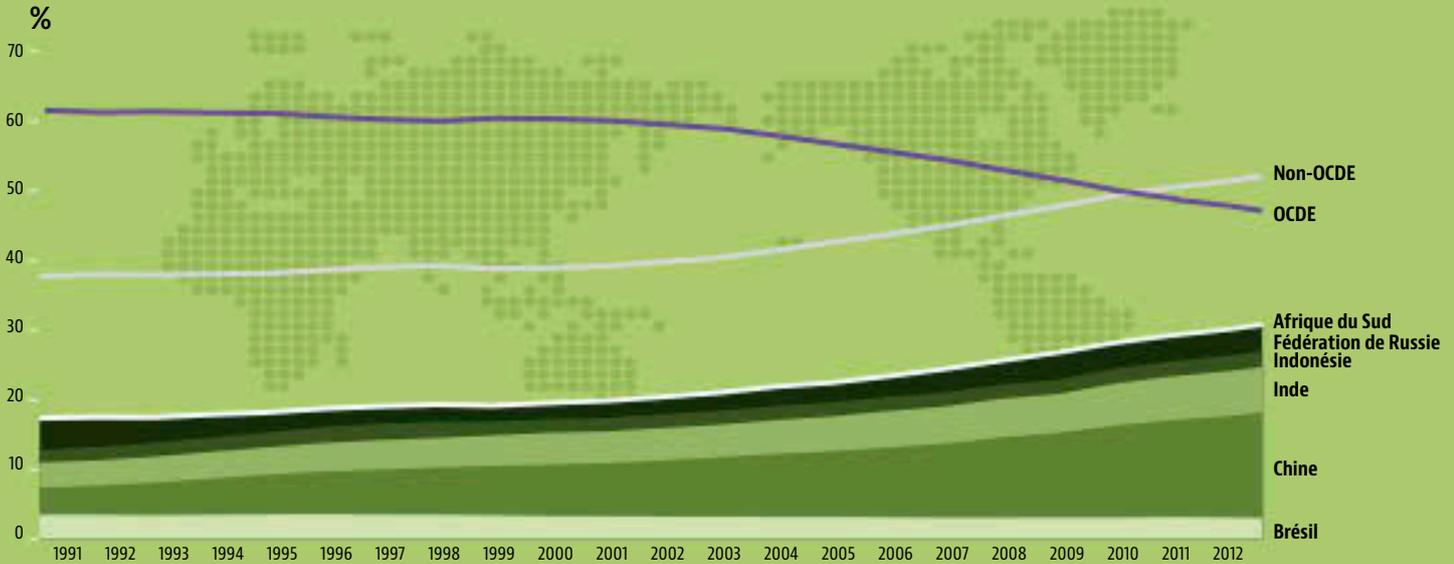
Certains moteurs traditionnels de la croissance perdent de leur puissance : l'amélioration de la productivité revêt une importance particulière dans la mesure où nombre de pays à revenu intermédiaire ne peuvent plus, lorsqu'ils acquièrent le statut de pays à revenu intermédiaire, bénéficier des avantages inhérents aux économies à faible revenu, parmi lesquels le faible coût du travail et une croissance rapide s'appuyant sur un développement des industries d'exportation tiré par l'investissement étranger.

De plus, la démographie des pays à revenu intermédiaire devient moins favorable à la croissance. Le passage au statut de pays à revenu intermédiaire est souvent accéléré par la transition démographique lorsque le taux de mortalité chute plus vite que le taux de natalité, ce qui accroît les effectifs de personnes d'âge actif. Certaines régions ont encore le potentiel de recueillir ce dividende démographique, notamment l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne. Ailleurs, cependant, ce dividende démographique s'estompe.

Statistiques

Basculement de la richesse

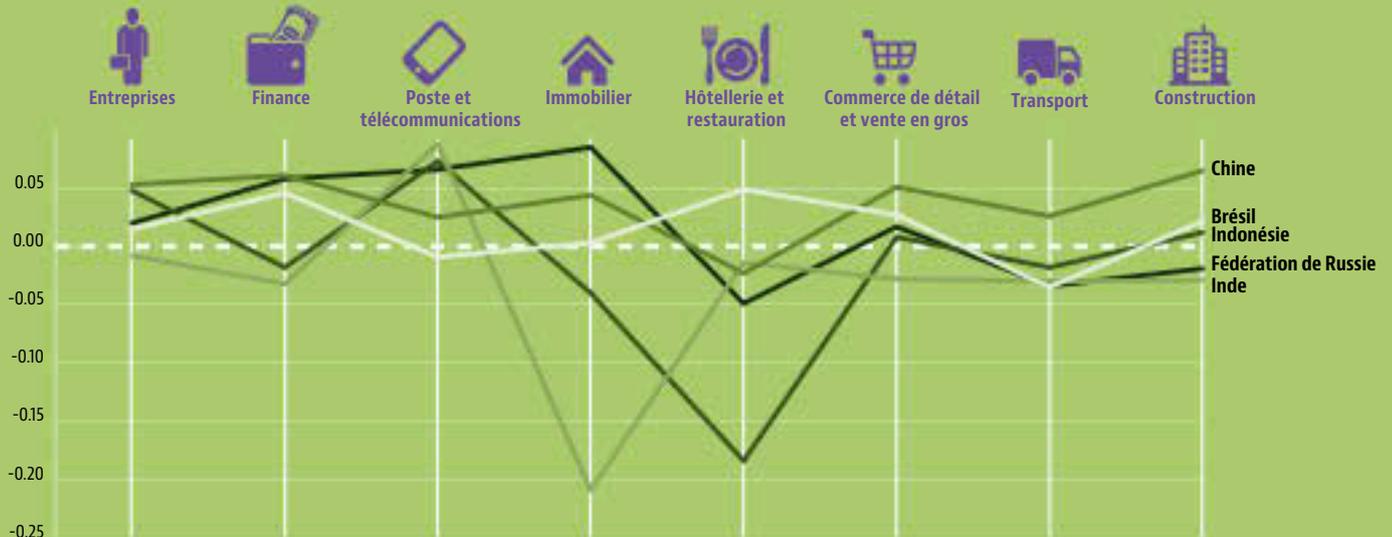
% de part de PIB mondial en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933057419>

La croissance de la productivité est généralement plus élevée dans les services que dans l'industrie manufacturière

Croissance de la productivité du travail dans les secteurs des services en comparaison avec l'industrie manufacturière, évolution de points de % 2002-2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933058426>

De nombreux pays à revenu intermédiaire ne sont pas en situation de converger vers les revenus des pays de l'OCDE



Revenu élevé



Revenu intermédiaire supérieur



Revenu intermédiaire inférieur



Revenu faible

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933057533>

CODES ISO

- | | | | | | | | |
|-----------------|----------------------------|---------------|------------------|--------------|--------------------------|------------------|--------------------|
| AGO Angola | BTN Bhoutan | DZA Algérie | IRQ Irak | MEX Mexique | PLW Palaos | SYC Seychelles | TUR Turquie |
| ARM Arménie | CHN Chine | GEO Géorgie | KAZ Kazakhstan | MNG Mongolie | ROM Roumanie | THA Thaïlande | UKR Ukraine |
| AZE Azerbaïdjan | CMR Cameroun | GRD Grenade | KEN Kenya | MYS Malaisie | RUS Fédération de Russie | TKM Turkménistan | VNM Viêt Nam |
| BGR Bulgarie | COG Congo | HUN Hongrie | LCA Sainte-Lucie | NGA Nigeria | SEN Sénégal | TON Tonga | ZAF Afrique du Sud |
| BLR Belarus | COL Colombie | IDN Indonésie | LKA Sri Lanka | PAN Panama | STP Sao Tomé-et-Principe | TUN Tunisie | |
| BRA Brésil | DOM République dominicaine | IND Inde | MDA Moldavie | PER Pérou | | | |

Productivité : le nouveau défi à relever

Les économies à revenu intermédiaire peuvent doper la productivité à l'aide des moyens suivants :

Se diversifier constamment au profit de secteurs à plus forte valeur ajoutée dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services : la diversification revêt une importance particulière dans les pays à revenu intermédiaire qui voient les salaires augmenter, ainsi que dans les pays riches en ressources naturelles.

Innover en utilisant les connaissances mondiales et en développant ses propres capacités : même les pays à revenu intermédiaire plus avancés disposent encore d'une importante marge de rattrapage technologique. Outre la meilleure intégration dans le système commercial mondial et la possibilité de mettre à profit les connaissances mondiales par le biais des échanges, de l'investissement direct étranger (IDE) et d'autres canaux, les pays doivent également développer leurs propres capacités pour innover, sous la forme de nouveaux produits ou processus, de façon à mieux répondre à leurs propres besoins et à créer leur propre avantage concurrentiel.

Réformer les marchés des produits, du travail et des capitaux et développer les compétences : dans nombre de pays à revenu intermédiaire, le développement d'entreprises compétitives et innovantes est souvent bridé par un cadre réglementaire inadapté ou le manque de compétences.

Encourager les secteurs de services concurrentiels : le secteur des services d'un pays donné peut se développer pour répondre à la demande de classes moyennes en expansion. Les services peuvent également accroître la compétitivité du secteur manufacturier et se révéler une source de recettes d'exportation.

Elles peuvent également continuer d'exploiter les « anciens » moteurs de la croissance en :

Redéployant la main-d'oeuvre de secteurs à faible productivité vers des secteurs à plus forte productivité : de nombreux pays à revenu intermédiaire, dont l'Inde, l'Indonésie, l'Iran et la Malaisie, peuvent encore tirer parti de leurs travailleurs dans l'agriculture, le secteur manufacturier ou les services en les redéployant vers des secteurs à plus forte productivité.

Tirant pleinement profit d'une croissance fondée sur l'accumulation des facteurs : la plupart des pays à revenu intermédiaire disposent encore d'une marge de progression quant à la façon dont ils utilisent leur main-d'oeuvre et peuvent encore accumuler du capital humain et physique. De même, il est possible d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des facteurs de production.

Elles peuvent s'appliquer à répartir plus largement les bienfaits de la croissance par les moyens suivants :

Assurer l'égalité des chances : dans de nombreux pays à revenu intermédiaire, la pauvreté est encore fort répandue

et/ou les inégalités de revenu se sont creusées au cours de la dernière décennie. Les frustrations des « classes moyennes » quant à leur niveau de vie et le fait qu'elles ne participent guère au processus décisionnel, ont fait naître des tensions dans certaines économies à revenu intermédiaire. Face à ces enjeux sociaux, il convient d'offrir des biens publics de meilleure qualité, d'améliorer la qualité de vie de la population, de proposer davantage de possibilités d'emploi et de faire entendre la voix des citoyens dans l'économie.

Élaborer des politiques régionales efficaces permettant d'encourager une croissance plus durable et de réduire les disparités régionales : il faut identifier les avantages concurrentiels régionaux et adapter les services publics aux besoins locaux en accordant la priorité aux zones pauvres densément peuplées.

Accroître l'efficacité énergétique et la durabilité environnementale : une diversification au profit de secteurs plus sobres en énergie et l'adoption de technologies économes en énergie auraient pour effet de réduire la vulnérabilité due aux fluctuations des prix de l'énergie et aux changements dans la réglementation et les préférences. De plus, la durabilité environnementale doit davantage être prise en considération dans l'élaboration de stratégies de développement performantes.

Elles peuvent rendre l'administration plus efficace par le moyen suivant :

Renforcer la capacité à élaborer et mettre en œuvre des plans : il est essentiel de mieux former les agents de l'État et d'améliorer la coordination entre les ministères si l'on veut assurer une planification et une mise en œuvre efficace. Les changements stratégiques audacieux peuvent être politiquement difficiles et coûteux, mais le sont moins que le statu quo. Il est indispensable de se doter de stratégies de communication efficaces et d'agir au moment opportun et en procédant par ordre pour susciter l'adhésion des multiples acteurs concernés à la mise en œuvre de ces réformes.

GRAND ANGLE

- *Perspectives économiques en Afrique 2014 : Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2014-fr>
- *Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2014: Beyond the Middle-Income Trap*
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/saeo-2014-en>
- *Perspectives du développement mondial 2014 : Accroître la productivité pour relever le défi du revenu intermédiaire*
DOI: http://dx.doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2014-fr

AU DÉPART DE **LA SUISSE**



JUSQU'À **22** ALLERS
RETOURS
QUOTIDIENS

AVIGNON



LILLE



PARIS



DIJON



MARSEILLE

**NOUVELLES
DESTINATIONS**

MARNE-LA-VALLÉE/DISNEYLAND PARIS®,
AÉROPORT CDG ROISSY, LILLE
AU DÉPART DE GENÈVE

© iStock, CRT Paris Ile de France, OTCM / ADD / HAUER, A. iStock

tgv-lyria.com



TGV Lyria

2 et 3
JUN
2015

OCDE FORUM 2015

L'événement public phare de l'OCDE, organisé en parallèle de la principale réunion ministérielle de l'OCDE.

Rejoignez-nous pour débattre des enjeux les plus importants et engagez-vous avec les leaders de la communauté politique.

Bloquez cette date !

www.oecd.org/fr/forum/